

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU

DÉPÔT DE TITRES AU PORTEUR

DANS LES

CAISSES DE L'ÉTABLISSEMENT ÉMETTEUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 25 mai 1914, à 1 heure 1/2

PAR

René POMMIER

Président : M. WAHL, professeur.

Suffragants : { *MM. LYON-CAEN, professeur.*
PERCEROU, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5.

Léon TENIN, Directeur

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU

DÉPÔT DE TITRES AU PORTEUR

DANS LES

CAISSES DE L'ÉTABLISSEMENT ÉMETTEUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 25 mai 1914, à 1 heure 1/2

PAR

René POMMIER



Président : M. WAHL, professeur.

Suffragants : { *MM. LYON-CAEN, professeur.*
PERCEROU, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5*

Léon TENIN, Directeur

1914

Digitized by the Internet Archive
in 2026

AU PRINCE AUGUSTE D'ARENBERG

Président honoraire de la Compagnie Universelle du Canal
maritime de Suez

Je tiens à adresser mes remerciements les plus vifs et les plus sincères à mon maître et ami, M. Albert WAGNER, le distingué Chef du Service des Titres de la Compagnie du Canal de Suez, pour la collaboration qu'il m'a donnée au cours de mon étude.

Avec une complaisance inlassable, il a bien voulu mettre à ma disposition ses notes, son savoir, son expérience et son temps.

Les emprunts que je lui ai faits sont assez nombreux pour que cette thèse puisse et doive être considérée comme un exposé, mis en ordre et dépouillé de tout appareil oratoire, des idées qu'il défend depuis dix ans avec une compétence que seule peut donner la pratique des affaires appuyée sur une doctrine solide et savante.

R. P.

AVANT-PROPOS

Les occasions de constituer un dépôt de valeurs mobilières sont très fréquentes de nos jours. Beaucoup de personnes, ne croyant pas leurs titres en sûreté dans leur demeure, préfèrent les confier à des établissements financiers qui, à l'exemple de la Banque de France, se font une spécialité de cette garde. Un certain nombre de Sociétés, qui ne font aucune opération de bourse ou de banque à leurs guichets, reçoivent même en dépôt dans leurs caisses leurs propres titres et délivrent en échange des certificats nominatifs de dépôt.

Il nous a paru intéressant de rechercher si le dépôt de titres au porteur effectué dans les caisses de l'établissement émetteur dénote la même intention de la part du déposant et présente en soi les mêmes caractères que le dépôt effectué dans les caisses d'un autre établissement.

Dans la pratique des affaires, il est généralement reconnu que le fait de confier des titres au porteur *non susceptibles d'être convertis en titres nominatifs* à la Société qui les a émis équivaut à une sorte de

conversion au nominatif, surtout lorsque cette Société n'accepte pas de conserver dans ses caisses d'autres valeurs que les siennes. On admet que, dans ce cas, le déposant n'a pas eu seulement en vue la mise en garde de ses titres, mais qu'il a voulu, par le moyen d'un dépôt effectué dans ces conditions, leur donner indirectement et d'une façon détournée les garanties inhérentes aux titres nominatifs.

Les conséquences qui résultent de cette manière de voir sont extrêmement importantes pour les établissements dépositaires, et leur ligne de conduite au moment du retrait des titres au porteur ainsi déposés sera, on le conçoit, très différente, suivant qu'il y aura eu initialement intention de déposer ou intention de convertir au nominatif : s'il ne s'agit que d'un simple dépôt, le retrait constitue un acte d'administration ; mais s'il s'agit, au fond, d'une conversion au nominatif, le retrait constitue une véritable conversion au porteur. Les justifications à demander ne sont pas les mêmes dans les deux cas, et la responsabilité des Sociétés est plus engagée dans la seconde théorie que dans la première.

Les tribunaux n'ont pas encore eu l'occasion de se prononcer sur la question. Un seul point est acquis et définitivement jugé (1) : c'est que les titres au por-

1. Arrêt de la Cour de Paris du 16 mai 1906 ; Arrêt de la Cour de Grenoble du 1^{er} juillet 1908.

teur déposés dans les caisses des Sociétés débitrices ne changent pas de *nature* et restent essentiellement des titres au porteur. Mais là s'arrêtent les données de la jurisprudence : il n'est pas à notre connaissance qu'elle ait eu à décider subsidiairement si ces titres changent ou non de *caractère*, et s'il convient d'appliquer au retrait les règles du Code civil relatives à la restitution de la chose déposée ou celles relatives à la conversion du nominatif au porteur (1).

Étant donnée la fréquence des dépôts de ce genre, les établissements émetteurs sont intéressés au plus haut point à savoir à quoi s'en tenir. Nous avons pensé qu'il serait bon, à l'heure actuelle, et en attendant que notre pays soit doté, en matière de dépôt de valeurs mobilières, d'une législation mieux appropriée que la nôtre aux besoins de la pratique financière, de leur indiquer la meilleure manière de mettre *dans tous les cas* leur responsabilité à couvert et de se garantir préventivement contre la sévérité des tribunaux à leur égard.

1. Cette question a été vraiment posée pour la première fois en 1887 par le *Journal du Notariat*, n° 3984 du 17 décembre, p. 706.

DU
DÉPÔT DE TITRES AU PORTEUR
DANS LES
CAISSES DE L'ÉTABLISSEMENT ÉMETTEUR

CHAPITRE PREMIER

Étude juridique de la question

SECTION PREMIÈRE

Les titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur ne changent pas de *nature* (1).

Un dépôt de titres au porteur effectué dans les caisses d'un établissement autre que celui qui a émis les titres n'a jamais pu être considéré comme susceptible de constituer une conversion du porteur au nominatif. On ne trouve rien, ni dans l'aspect d'un pareil dépôt, ni dans ses effets, qui rappelle cette con-

1. Avec le consentement de l'auteur, nous avons puisé abondamment, pour cette première Section, à l'importante étude publiée dans *La Loi* du 12 février 1909 par M. Albert Wagner.

version : seul l'établissement dépositaire (banque ou maison de crédit) s'oblige envers le titulaire du récépissé qu'il délivre ; seul il a à le connaître ; bien qu'agissant pour le compte de ce déposant nominativement désigné, il ne remplit jamais que l'office d'un simple porteur auprès de la société débitrice. Celle-ci reste étrangère au contrat de dépôt et l'ignore généralement (1). En vain lui présenterait-on, pour encaisser les intérêts ou dividendes et pour toucher le montant des remboursements, le certificat remis par l'établissement dépositaire : ce qu'il lui faut pour payer valablement, ce sont les coupons ou les titres eux-mêmes, présentés par un porteur quelconque.

Au contraire, le dépôt de titres au porteur effectué dans les caisses de l'établissement qui a émis les titres offre de si grandes analogies avec la conversion du porteur au nominatif que l'on a pu se demander s'il n'en résultait pas une incorporation des titres au certificat ou récépissé délivré au nom du déposant, en un mot, s'il n'avait pas pour effet de changer la *nature* des titres déposés.

La conversion du porteur au nominatif n'est autre chose que la substitution, à l'égard de l'établis-

1. Il ne serait pas exact de dire que la société débitrice ignore complètement et toujours le récépissé délivré par l'établissement dépositaire : il y a des circonstances où elle en tient compte, par exemple, en matière de dépôt d'actions en vue de l'assistance aux assemblées générales (voir *infra*, chapitre IV).

ment débiteur, d'une personne individuellement déterminée à une personne anonyme que désignait seulement le fait de posséder le titre : c'est la substitution d'un titulaire au porteur. D'autre part, lorsque l'établissement débiteur retire de la circulation le titre au porteur émis par lui, il constate le droit du propriétaire par une inscription du nom de ce dernier sur un registre *ad hoc*, et, pour lui permettre de faire valoir son droit, il lui remet un extrait de cette inscription ou certificat d'inscription nominative. Enfin, la véritable conversion du porteur au nominatif, toujours opérée par l'établissement émetteur, lui est toujours opposable.

Il est permis d'en rapprocher le dépôt de titres au porteur effectué dans les caisses de l'établissement qui les a émis. Dans ce cas aussi, l'établissement se voit remettre ses propres titres : il est même choisi comme dépositaire parce qu'il est l'établissement débiteur. Réunissant en soi ces deux qualités, il délivre un certificat ou récépissé nominatif de dépôt, qui porte en tête la même raison sociale ou la même dénomination que les titres déposés et dont il est fait usage à son encontre comme d'un certificat d'inscription nominative. Il y a bien, là aussi, substitution d'un titulaire au porteur : car, au lieu de rester engagé envers la personne quelconque qui lui aurait présenté les coupons ou les titres, l'établissement émetteur, devenu dépositaire, se trouve désormais

responsable des titres et de leurs revenus envers une personne déterminée, envers le déposant.

Malgré l'analogie qu'ils présentent avec les titres proprement nominatifs, les titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement débiteur et représentés par un certificat nominatif de dépôt ne changent cependant pas de *nature* par l'effet du dépôt : ils restent *essentiellement* des titres au porteur.

Il importe de rappeler ici les différences qui existent entre le titre nominatif et le titre au porteur. Aux termes de l'article 36 alinéa 1^{er} du Code du commerce, « la propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la société ». Tel est le titre nominatif, qui consiste absolument, on le voit, en une inscription faite au nom du titulaire sur les registres de l'établissement débiteur : le droit du titulaire réside en cette inscription nominative. L'article 35 alinéa 1^{er} du même Code porte que « l'action peut être établie sous la forme d'un titre au porteur ». Le titre consiste alors en une feuille de papier, et le droit qu'il confère est reconnu au possesseur anonyme, au porteur de ce papier.

Après avoir distingué la forme au porteur et la forme nominative, les articles 35 et 36 du Code de commerce prescrivent, dans leur deuxième alinéa, un mode de cession différent pour chaque sorte de titre : tandis que la cession d'un titre au porteur

« s'opère par la tradition du titre », celle d'un titre nominatif « s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres et signée de celui qui fait le transport ou d'un fondé de pouvoir ».

L'article 91 du Code de commerce alinéa 3 admet pour les titres nominatifs une forme spéciale de gage, le transfert de garantie, que l'on ne saurait employer pour la créance née du dépôt de titres au porteur. (Voir *infra*, p. 30.)

Enfin, les articles 6 et 7 de la loi du 23 juin 1857, relatifs au droit de transmission, soumettent, en principe, à des régimes différents les titres au porteur et les titres nominatifs (1).

Ces notions fondamentales rappelées, il est aisé de comprendre pourquoi le dépôt de titres au porteur effectué dans les caisses de l'établissement émetteur n'équivaut pas à une conversion du porteur au nominatif. Quand il y a conversion d'un titre au porteur en

1. C'est à dessein que nous disons « en principe », car ce n'est pas parce qu'un titre est nominatif qu'il est toujours soumis au droit de transmission de 0 fr. 75 pour 100 francs, exigible seulement lors de chaque transfert. Il y a des cas où les titres nominatifs sont soumis au régime fiscal des titres au porteur : ainsi, toutes les fois que le transfert des titres nominatifs d'une société peut être opéré *autrement que par une déclaration signée des parties sur les registres de la société*, c'est la taxe annuelle de 0 fr. 25 pour 100 francs qui est applicable. Il en est de même quand cette déclaration, au lieu de constituer la condition *essentielle* de la transmission des titres, est une simple mesure d'ordre intérieur.

un titre nominatif, le droit passe de l'un à l'autre ; il change de base : cessant d'être manifesté par la possession du titre, il se trouve désormais établi par une inscription sur les registres de l'établissement débiteur. Par suite, à partir du moment où il est remplacé par une inscription nominative, et aussi longtemps que dure cette inscription, le titre au porteur n'a plus aucune valeur juridique. Peu importe que, par raison d'économie ou d'ordre intérieur, l'établissement émetteur conserve dans ses caisses, au lieu de les détruire, les titres au porteur qui lui sont remis en vue d'une conversion au nominatif : ces titres n'en restent pas moins dénués de valeur, et certains auteurs sont allés jusqu'à prétendre qu'en cas de vol, un porteur même de bonne foi ne pourrait en faire usage, puisqu'il n'aurait entre les mains que des titres nuls (1). Au contraire, lorsqu'un titre au porteur est simplement déposé dans les caisses de l'établissement débiteur, le droit ne cesse pas de reposer sur le titre lui-même ou, si l'on préfère, sur la possession du titre. La société qui l'a émis, devenue dépositaire, ne fait que le posséder pour le compte du déposant, en réalité, pour le compte d'un porteur déterminé. En ce cas, le titre au porteur n'est que

1. Ces auteurs, notamment M. Bezard-Falgas, se basent par analogie sur un arrêt de la Cour de cassation du 4 juin 1878 (Sirey, 1879, I, 36), rendu en matière de titres au porteur émis frauduleusement.

Il nous faut reconnaître que cette question est délicate et très douteuse.

déplacé ; il conserve en soi toute sa valeur juridique. Si donc il venait à être dérobé et à tomber entre les mains d'un porteur de bonne foi, ce dernier se trouverait en possession d'un titre pleinement utile et valable, et il incomberait au déposant ou au dépositaire, ainsi que nous le verrons au chapitre III, de mettre opposition sur le titre et de le revendiquer. En résumé, à l'inverse du titre au porteur converti en titre nominatif, *le titre au porteur déposé ne change ni de forme, ni de nature.*

Cette différence primordiale entre la nature des titres eux-mêmes en implique une autre, essentielle aussi, entre les certificats délivrés dans les deux cas par l'établissement débiteur. Au cas de conversion d'un titre au porteur en titre nominatif, cet établissement remet au titulaire un extrait ou certificat d'inscription nominative, qui est à l'inscription ce qu'un extrait délivré par un notaire est à la minute d'un acte authentique. Le certificat reproduit, représente l'inscription ; l'un et l'autre ne constatent pas autre chose que ce que constatait le titre lui-même, c'est-à-dire un seul et même droit d'actionnaire ou d'obligataire. En ce sens, on peut dire qu'il y a incorporation du titre au certificat. Au contraire, au cas de dépôt de titre au porteur, le certificat délivré par l'établissement émetteur constitue un titre spécial, distinct du titre déposé. Tandis que ce dernier conserve, dans les caisses de la société, toute sa valeur intrinsèque d'action

ou d'obligation au porteur, le certificat remis au déposant constate à son profit un droit différent, un droit nouveau : il prouve *la créance née du dépôt*. Pour céder ou donner en gage cette créance, il ne saurait être question de procéder à un transfert : ce sont les formalités prescrites par les articles 1690 et 2075 du Code civil qui doivent être observées (Voir *infra*, pages 29 à 31). On ne trouve plus dans ce certificat qu'une sorte de reflet du titre déposé. Le titulaire est admis, il est vrai, à toucher les revenus sur la simple présentation du certificat, ce qui le dispense de retirer le titre à chaque terme d'intérêts ou de dividende pour en détacher le coupon échu ; le certificat de dépôt fait bien, alors, en quelque sorte, office de titre. Mais cet usage, s'il peut prêter à confusion, ne modifie en quoi que ce soit la nature du certificat : on a voulu éviter par là des déplacements du titre inutiles et toujours dangereux. Rien ne s'y opposait, d'ailleurs, puisque l'établissement débiteur a déjà par devers lui, attachés au titre en dépôt, les coupons qui donnent droit aux revenus et qu'il est libre de supprimer au fur et à mesure qu'ils deviennent exigibles.

Ainsi, les deux catégories de certificats dont il s'agit diffèrent entre elles par la qualité en laquelle y figure le titulaire : dans l'immatricule d'un extrait ou certificat d'inscription nominative, le titulaire apparaît directement ou principalement comme actionnaire ou comme obligataire ; dans l'immatricule d'un récépissé

ou certificat nominatif de dépôt, c'est d'abord et surtout comme déposant. Il n'y a pas là, ainsi qu'on a pu le voir, une simple question de mots (1).

Telle est, du reste, l'opinion généralement admise par la doctrine. (Voir en ce sens : BEZARD-FALGAS, *Traité théorique et pratique du Contentieux des Transferts*, 1905, n^{os} 9 et 10, p. 17 à 22. — DUVERT, *Traité du Contentieux des Transferts*, 1891, p. 11. — JULIOT, *Des Transferts et Conversions de titres nominatifs*, 1899, p. 6. — LACOUR, note sous Grenoble, 1^{er} juillet 1908, *Dalloz*, 1909.2.241. — VAVASSEUR, *Sociétés, Syndicats, Associations*, t. II, p. 719. — WAGNER, note sur Grenoble, 1^{er} juillet 1908, *La Loi* du 12 février 1909. — WAHL, *Traité théorique et pratique des Titres au porteur*, 1891, t. II, p. 107 et 108 ;

1. Les prétendus certificats de dépôt délivrés par les communes, conformément à l'article 12 du décret du 23 juin 1879, sont de véritables titres nominatifs, parce qu'ils ont pour but de constater un droit au profit du propriétaire des titres, parce qu'ils sont transmissibles par transfert dans les termes de l'article 36 du Code de commerce, parce qu'ils sont soumis au droit de transmission et non pas à la taxe annuelle de circulation, parce qu'ils sont extraits d'un registre à souche.

Les communes, dont les obligations doivent être nécessairement au porteur ou transmissibles par endossement (art 10, al. 1^{er} du décret du 23 juin 1879), n'ont à leur disposition que ce moyen pour satisfaire au désir manifesté par leurs obligataires d'avoir entre les mains des titres nominatifs (Cf. Wahl, note sous Grenoble, 1^{er} juillet 1908, *Sirey*, 1910.2.98).

Traité du Régime fiscal des Sociétés et des Valeurs mobilières, t. I, n° 1356 et note 4, p. 693 ; note sous Grenoble, 1^{er} juillet 1908, *Sirey*, 1910.2.97).

L'opinion contraire, suivant laquelle il conviendrait d'identifier aux titres nominatifs les titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur, a pourtant été soutenue. (BUCHÈRE, *Journal des Valeurs mobilières*, 1882, p. 4. — BADON-PASCAL, *Les Titres au porteur*, p. 52, et *Traité des Obligations de chemins de fer*, p. 6 et 138. — ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, Solution du 29 mai 1894 (*Revue de l'Enregistrement*, n° 751) : la Régie a décidé que la création du certificat de dépôt donnait lieu à la perception du droit de transmission auquel l'article 8 alinéa 2 de la loi du 23 juin 1857 soumettait, avant la loi du 26 décembre 1908, la conversion des titres au porteur en titres nominatifs. (Voir *infra*, chapitre II).

Dans un *Essai sur les Titres nominatifs*, paru dans les *Annales de Droit commercial*, 1897, p. 50 et suiv., 117, 130 et suiv., M. LÉVY-ULLMANN, cherchant à justifier, en droit, la responsabilité de l'établissement débiteur et celle de l'agent de change en matière de transferts et de conversions, a même pensé qu'il convenait de combler l'abîme creusé depuis trop long temps déjà entre le titre nominatif et le titre au porteur. S'attachant aux faits et dégageant par une minutieuse analyse les ressemblances qu'ils accusent,

cet auteur est allé jusqu'à prétendre que les titres nominatifs ne sont que des titres au porteur déposés et qu'il y a identité de nature entre les uns et les autres. Le véritable titre de propriété d'un titulaire de valeurs nominatives ne serait donc pas le titre nominatif : ce serait le titre au porteur déposé dans les caisses de l'établissement émetteur. Par suite, on devrait appliquer même aux titres nominatifs les règles sur les titres au porteur, entre autres, celle de l'article 2279 du Code civil pour expliquer le droit de propriété que la jurisprudence reconnaît à l'acquéreur de bonne foi au nom duquel un transfert a été opéré.

A n'envisager que la matérialité des faits, on pourrait être tenté d'admettre cette opinion. Mais les éléments juridiques de la question, les textes précités (v. p. 14 et 15), s'y opposent; et, si anciens qu'ils sont, ils n'en commandent pas moins. En outre, si cette doctrine était exacte, il faudrait avouer que les sociétés, contrairement à l'article 8 alinéa 1^{er} de la loi du 23 juin 1857, ne délivrent jamais de titres nominatifs aux actionnaires ou obligataires qui leur en font la demande, puisqu'un certificat de dépôt, nous l'avons démontré, n'a pas ce caractère. Il en résulterait aussi que la conversion du nominatif au porteur ne serait jamais autre chose pour le propriétaire des titres qu'un retrait de dépôt; que le prétendu transfert du titre nominatif ainsi délivré serait, en réalité, une cession, consentie par le déposant, de sa créance

contre l'établissement dépositaire, opération régie par les dispositions du Code civil relatives à la cession des créances et non par les principes spéciaux à la transmission des titres nominatifs ; enfin, qu'il n'y aurait jamais lieu à la perception du droit de 0 fr. 75 pour 100 francs qui frappe les transferts et les conversions au porteur (Loi du 26 décembre 1908, art. 5 al. 1^{re}), et que la taxe annuelle de 0 fr. 25 pour 100 due sur les titres au porteur (Loi du 26 décembre 1908, art. 6) continuerait d'être applicable aux titres ainsi déposés. La pratique n'admet aucune de ces solutions, et il faut prendre le contre-pied de ce système pour être dans la vérité. (Voir en ce sens WAHL, note sous Paris, 21 février 1896, *Sirey*, 1898.2.291.)

La Cour d'appel de Paris, 2^e Chambre, l'a, d'ailleurs, condamné dans un arrêt du 16 mai 1906 (*Le Droit* des 13, 14 et 15 août 1906), réformant un jugement du Tribunal civil de la Seine, 1^{re} Chambre, rendu contre la Compagnie d'Orléans le 19 novembre 1904 (*Le Droit* du 20 novembre 1904) : « Considérant », dit l'arrêt, « que les premiers juges se sont mépris sur le caractère et la nature des certificats dont s'agit (1) ; qu'en effet, ce ne sont pas des certi-

1. Une dame veuve G... possédait en deux certificats nominatifs 70 obligations 3 % de la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans. Ces titres avaient été convertis au porteur, en 1872, un an après la mort de la titulaire, sur une demande signée d'un faussaire dont la

licats destinés à constater le dépôt volontaire et toujours facultatif des titres entre les mains de la Compagnie, et pour lesquels celle-ci aurait à percevoir un droit de garde, mais bien des certificats d'inscription nominative délivrés en remplacement d'obligations au porteur dont la conversion a été demandée... ; que, dans ces conditions, les titres au porteur, à partir du moment où ils sont inscrits, doivent être considérés comme inexistantes ; qu'en effet, ils ne sont pas assujettis, tant qu'ils conservent la forme nominative, à la taxe de circulation : d'où il suit que la Compagnie n'est pas obligée de les conserver et qu'elle pourrait les détruire ; que si, en fait, elle agit autrement par raison d'économie et par mesure d'ordre intérieur, cette circonstance ne peut en rien modifier les droits des parties... »

signature avait été dûment certifiée par un agent de change de Paris. M^{me} L..., unique héritière de M^{me} G..., réclamait, après vingt-neuf ans et trois mois, à l'agent de change et à la Compagnie d'Orléans *qui n'avait plus les obligations dans ses caisses*, la réparation de la perte qu'elle avait subie du fait que le produit de la vente avait été remis à une personne qui ne pouvait y prétendre.

Les premiers juges, adoptant probablement la thèse que les certificats nominatifs délivrés sont seulement la représentation des titres au porteur déposés sous les mêmes numéros dans les caisses des sociétés débitrices, sont, en un mot, des certificats de dépôt, avaient donné gain de cause à la demanderesse et condamné solidairement l'agent de change et la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans à lui restituer 70 obligations 3 % ou à lui en payer la valeur au cours de la Bourse du jour de la demande.

Mais c'est surtout par un jugement du Tribunal civil de Montélimar en date du 29 mai 1907, confirmé par un arrêt de la Cour de Grenoble du 1^{er} juillet 1908, que la jurisprudence a nettement décidé que le dépôt de titres au porteur dans les caisses d'une société, contre remise d'un certificat immatriculé au nom du déposant, n'a pas pour effet de changer la *nature* de ces titres.

Un testateur avait pris des dispositions différentes relativement aux titres au porteur et aux titres nominatifs compris dans sa succession : léguant à son épouse survivante l'usufruit de toute sa fortune, il lui avait donné la faculté de disposer librement des titres au porteur, tandis que les titres nominatifs devaient être transférés au nom de la veuve pour l'usufruit et au nom de ses héritiers pour la nue propriété. Or ce testateur avait déposé, de son vivant, des titres au porteur dans les caisses des établissements mêmes qui les avaient émis ou de sociétés appelées à représenter ces établissements, et il lui en avait été délivré des récépissés à son nom, portant chacun un numéro spécial et sur la présentation desquels les revenus lui étaient payés, avec mention du paiement sur le récépissé même. Dans ces conditions, fallait-il admettre que les titres au porteur n'existaient plus, qu'ils avaient été convertis au nominatif et que les dispositions prescrites par le *de cujus* pour ses titres nominatifs devaient être appliquées aux certificats de dépôt,

ou bien fallait-il admettre, au contraire, que les titres déposés comme il est dit ci-dessus avaient conservé leur nature intrinsèque de titres au porteur ?

Le Tribunal civil de Montélimar, devant lequel l'affaire fut portée, n'avait pas seulement à résoudre la question de droit qui vient d'être posée : il s'y mêlait une question d'interprétation de volonté, sur laquelle l'hésitation était permise et pour la solution de laquelle son pouvoir d'appréciation était souverain. En parlant, dans son testament, de ses titres nominatifs, le défunt avait-il eu ou non l'intention d'assimiler aux valeurs proprement nominatives les titres au porteur déposés sous son nom ? Les termes du testament (1) pouvaient faire naître un doute à cet égard. Le Tribunal, puis la Cour de Grenoble se prononcèrent pour la négative, motivant leur décision par des arguments de fait qui ne paraissent pas convainquants (2) : il suffisait de constater que le *de cujus*

1. « Pour ce qui est des valeurs mobilières au nominatif *en mon nom...* »

Pour les titres au porteur, *s'il en existe*, quels qu'ils soient... »

2. Les mots « en mon nom », plutôt que d'être pris pour un pléonasme involontaire, révélaient chez le testateur le dessein de comprendre dans la première catégorie de valeurs toutes celles qui se trouveraient représentées par un certificat nominatif le désignant personnellement comme propriétaire ou titulaire, que ce certificat résulte d'une inscription faite sur les registres des établissements débiteurs, conformément à l'article 36 du Code de commerce, ou d'un simple dépôt de titres effectué dans les caisses d'une société quelconque. Cette interprétation semblait confirmée par le testateur lui-même, qui, visant à deux

n'avait pas manifesté assez clairement son intention et que, par suite, l'interprétation du testament devait être faite à l'aide des principes juridiques qui régissent la nature et déterminent les caractères du titre nominatif et du titre au porteur.

Restait à décider, en droit, si le dépôt de titres au porteur dans les caisses des établissements émetteurs constitue une conversion du porteur au nominatif. Voici comment s'exprime sur ce point le Tribunal de Montélimar : « Attendu que les certificats représentés ne sont que de simples récépissés constatant le dépôt par le sieur X. de valeurs au porteur, moyennant la perception d'un droit de garde ; que la mention, sur le certificat même, d'un numéro spécial et du paiement des revenus s'explique par la nécessité de simplifier les opérations et recherches de comptabilité des établissements dépositaires ; que ces certificats ne peuvent donc par eux-mêmes, et alors même qu'ils sont délivrés par les sociétés ayant émis les titres ou leurs représentants (dont le droit de garde est généralement moins onéreux), tenir lieu des formalités de l'article 36 du Code de commerce... »

Et la Cour de Grenoble, confirmant en droit ce jugement comme elle le confirmait en fait, déclare dans

reprises les titres au porteur dépendant de sa succession, n'avait pas manqué d'ajouter chaque fois les mots « s'il en existe », alors qu'une part considérable de sa fortune mobilière était représentée par des titres au porteur déposés.

son arrêt du 1^{er} juillet 1908 : « Attendu qu'il est certain que de tels récépissés, même émanés des compagnies qui ont émis les valeurs ou d'établissements financiers les représentant, *ne changent nullement la nature des titres qui en font l'objet...* »

Outre leur importance en tant que décisions de principe, les jugement et arrêt ci-dessus ont une portée pratique considérable. M. Wahl, dans sa note précitée (Sirey, 1910.2.97 et 98), a indiqué les principaux points de vue auxquels la question présente de l'intérêt. Nous aurons l'occasion d'y revenir au cours de cette étude, notamment dans la Quatrième Section de ce chapitre. Pourtant, nous croyons utile d'attirer dès maintenant l'attention sur quelques *applications à faire du principe qui vient d'être posé*.

1° En premier lieu, les Compagnies qui, d'après leurs statuts, n'ont que des titres au porteur, ne contreviennent pas à ces statuts en recevant leurs titres en dépôt et en délivrant en échange des récépissés nominatifs.

2° Ces récépissés n'ont pas besoin d'être extraits d'un registre à souche.

3° Lorsqu'il s'agit de valeurs susceptibles d'être converties en titres nominatifs, le dépôt dans les caisses de la société débitrice ne peut tenir lieu de la conversion exigée par les alinéas 1 et 2 de l'article 5 de la loi du 27 février 1880.

4° Pour l'exécution des dispositions testamentaires ou entre vifs, les mesures prescrites par le testateur ou donateur à l'égard des titres au porteur sont applicables aux titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur et représentés par des certificats nominatifs de dépôt, à moins, bien entendu, que l'intention contraire ne soit clairement manifestée. S'il peut y avoir doute, comme dans l'espèce précédente, les établissements débiteurs agiront sagement en faisant concourir tous les ayants droit à l'opération demandée ; à défaut de quoi, ils ne l'effectueront qu'en vertu d'une décision judiciaire, contradictoire et définitive.

5° Quand les titres au porteur déposés sont frappés de dotalité ou d'obligation d'emploi, il convient de leur appliquer, sauf stipulation contraire, les clauses du contrat de mariage relatives aux titres au porteur. Les sociétés qui n'ont que des titres de cette nature et qui les reçoivent en dépôt dans leurs caisses doivent porter spécialement leur attention sur ce point. Si un contrat prescrit que les titres dotaux non susceptibles d'être convertis en titres nominatifs seront déposés dans les caisses de certains établissements déterminés, parmi lesquels ne figure pas l'établissement débiteur, ce dernier doit refuser le dépôt, alors même que ses propres titres seraient compris parmi les valeurs admises en remploi.

6° Les titres au porteur déposés dans les caisses de

l'établissement émetteur et faisant l'objet d'un certificat nominatif de dépôt ne peuvent donner lieu ni à un transfert proprement dit (1), ni à un partage sur bordereau, qui n'est qu'une variété du transfert réel, mais seulement à un retrait suivi d'un nouveau dépôt. En conséquence, lorsque le titulaire veut céder ses titres, le principe est qu'il doit en opérer le retrait, pour en faire ensuite tradition au cessionnaire. La Compagnie dépositaire ignore la cession : il n'y a pour elle, en ce cas, qu'un changement de *porteur*.

Mais les établissements acceptent souvent de délivrer directement un nouveau certificat de dépôt au cessionnaire, en tenant compte de l'acte de cession et sans exiger un retrait suivi d'un dépôt ultérieur, *si cet acte de cession leur est signifié* conformément à l'article 1690 du Code civil. Il y a alors changement de *déposant*, et ce qui est cédé, *c'est la créance née du dépôt*. Pour annuler les effets d'une cession signifiée dans ces conditions, un simple désistement ne serait pas suffisant : une seconde cession ou rétroces-

1. On sait que le transfert réel de l'article 36 du Code de commerce a été rendu applicable aux sociétés anonymes par l'article 21 § 3 de la loi du 24 juillet 1867. Il ne se présente, en pratique, que dans les transmissions faites directement de vendeur à acheteur sans l'intermédiaire d'un agent de change, et dans celles des sociétés qui n'ont pas de titres au porteur. A l'égard de la société et des tiers, la cession ne peut résulter que d'un transfert régulier sur les registres sociaux. Ce transfert saisit le cessionnaire *erga omnes*, sans qu'il soit besoin d'une acceptation authentique ou d'une signification.

sion, également signifiée, est le seul acte capable de modifier en faveur du déposant initial les éléments personnels du contrat de dépôt.

Nous avons dit que les titres au porteur déposés ne peuvent pas non plus faire l'objet d'un partage sur bordereau : il est donc nécessaire, pour permettre à un établissement dépositaire d'immatriculer *divisément* aux noms des divers ayants droit des titres dépendant d'une succession, de lui produire un extrait d'acte de partage contenant attribution divisée des parts. A défaut de cette pièce, et si les héritiers veulent se dispenser de justifier du partage, il leur appartient, soit d'effectuer tous ensemble le retrait des titres, pour les déposer ensuite comme bon leur semblera, soit d'accepter qu'ils soient immatriculés conjointement et indivisément aux noms de tous les ayants droit.

7° De même qu'il ne peut être question d'un transfert réel pour céder les valeurs au porteur déposées dans les caisses de l'établissement émetteur, de même il ne peut être question pour les donner en gage d'un véritable transfert de garantie, tel que le prévoit l'article 91 §3 du Code de commerce. Par suite, quand ces valeurs font l'objet d'un nantissement, le titulaire doit encore, en principe, en demander le retrait pour les remettre au créancier gagiste. Cependant, *si ce dernier signifie à la société l'acte de nantissement*, conformément à l'article 2075 du Code civil, il est pos-

sible de transférer directement les titres déposés en mentionnant le nantissement dans l'immatricule du nouveau certificat ; mais le créancier gagiste ne sera nanti *que de la créance née du dépôt*.

8° Enfin, la procuration produite à l'appui d'une demande de retrait de titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur devra, en règle générale, comporter expressément le pouvoir de « *retirer* tous titres déposés ». On peut, il est vrai, considérer comme suffisant le pouvoir de « *convertir* tous titres nominatifs en titres au porteur », car la conversion aboutit, comme le retrait, à la délivrance de titres au porteur. Mais on ne saurait se contenter du pouvoir de « *vendre, céder et transférer* », qui n'implique pas la seule opération dont l'établissement débiteur ait à connaître : *le retrait*.

Nous n'insistons pas davantage, pour le moment, sur l'importance pratique de la question. Il appartient aux intéressés d'appliquer le principe à chaque cas particulier. Mais, s'il est permis aux propriétaires de titres, peu familiarisés avec les questions de droit, de se méprendre encore sur la nature véritable des titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur, il semble que les sociétés, les notaires et les agents de change, forts de l'appui qu'ils trouvent dans la jurisprudence, ne peuvent plus hésiter à reconnaître à ces valeurs la *nature* de titres au porteur.

SECTION DEUXIÈME

Du caractère des titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur

Les auteurs enseignent en général que, sauf convention contraire intervenue entre les parties, le dépôt de titres au porteur est soumis aux règles ordinaires du droit commun : ils renvoient aux articles 1915 à 1963 du Code civil et considèrent, notamment, le *retrait* des titres déposés comme un simple acte d'administration, pour lequel la capacité d'aliéner ne doit pas être exigée.

Dans son *Traité des Valeurs mobilières françaises et étrangères*, Deloison écrit (1) : « Les dépôts de valeurs mobilières sont soumis *en tous points* aux règles du droit commun (C. civ., art. 1915 à 1963)... On s'est demandé si le tuteur pouvait retirer des titres au porteur appartenant à un mineur et déposés dans une banque, sans remplir les formalités prescrites par la loi du 27 février 1880 : ce retrait est-il un acte d'administration ou doit-on le considérer comme une conversion au porteur, pour laquelle il faudra appliquer les articles 1, 2 et 5 de ladite loi ? » L'auteur répond à la question en citant le passage suivant, emprunté à l'ouvrage de Duvert, *Conversions, Trans-*

1. N^{os} 277, p. 320, et 279 *bis*, p. 333.

ferts et Mutations de valeurs mobilières, page 142. « Le retrait, par lui-même, ne constitue pas une aliénation : c'est un acte de simple administration. Supposons qu'un agent de change soit chargé de retirer des titres dépendant de la succession d'un déposant, et que l'héritier soit mineur ou interdit. En qualité de mandataire du tuteur, l'agent de change donnera à l'établissement dépositaire (la Banque de France, par hypothèse) une décharge notariée des titres au porteur. S'il les vend ensuite et en remet le produit à son mandant, il est fautif, car il a *vendu* des valeurs sans l'autorisation du conseil de famille exigée par la loi du 27 février 1880, tandis que la Banque de France n'a commis aucune faute pour avoir *remis* les titres sur la procuration du tuteur *qui, à l'égard du retrait, n'a fait qu'un acte d'administration.* »

De Folleville enseigne aussi dans son *Traité de la possession des Meubles et des Titres au porteur* que « toutes les règles ordinaires du dépôt (art. 1915 à 1963 du Code civil) s'appliquent ici. »

De même Julliot, Bezard-Falgas (*Introduction au Traité théorique et pratique du Contentieux des Transferts*), Lacour (note précitée, Dalloz, 1909.2.241), Wahl. On lit dans le premier, *Des Transferts et Conversions de Titres nominatifs*, p. 6 et 7 : « Le récépissé délivré par l'établissement dépositaire, *quel qu'il soit*, n'est que la reconnaissance d'un contrat de dépôt et reste soumis au droit commun résultant des arti-

cles 1915 à 1948 du Code civil. Le retrait des titres n'est qu'une restitution de dépôt, acte pour lequel, *à moins de circonstances particulières*, la capacité d'aliéner ne doit pas être exigée. Tout au plus pourrait-on soutenir que l'établissement débiteur doit se préoccuper de la capacité du propriétaire, lorsqu'il s'agit d'aliéner la créance née du dépôt. »

M. Wahl lui-même, dans son *Traité théorique et pratique des Titres au porteur français et étrangers*, tome II, page 147, estime qu'un retrait de dépôt est un acte de pure administration qui n'exige pas la capacité de disposer et qui, malgré l'article 10 de la loi du 27 février 1880, peut être fait par le tuteur, au nom du mineur, sans l'accomplissement des formalités prescrites pour l'aliénation des valeurs mobilières appartenant à cette sorte d'incapables : « On s'est demandé », dit-il, « si le retrait de titres au porteur déposés dans un établissement ne devait pas être assimilé à une aliénation nécessitant de la part du tuteur l'autorisation du conseil de famille.

« La négative ne nous paraît pas soulever le moindre doute : on n'a jamais pu soutenir que le retrait fût un acte d'aliénation, et, *à moins que le dépôt n'ait été imposé par le conseil de famille*, le tuteur peut de lui-même retirer les titres. L'exception qu'on a voulu faire pour le cas où le dépôt est fait dans les caisses de l'établissement qui a émis les titres (sous prétexte que ce dépôt équivalut à une conversion

au nominatif et que le retrait est une conversion au porteur) est inexacte en elle-même et, en outre, peu intelligible : car on ne conçoit pas que le tuteur ait des droits différents relativement à un acte qui, dans tous les cas, produit le même résultat. »

Il nous semble cependant qu'il y a certaines circonstances où, *le dépôt ayant eu pour but et pour effet de donner aux titres le caractère (1) de titres nominatifs*, il est préférable de ne pas appliquer purement et simplement, pour le retrait, les règles édictées par le Code civil pour la restitution de la chose déposée. N'a-t-on pas signalé depuis longtemps (2) comme susceptible de rentrer dans cette catégorie de dépôts celui des valeurs au porteur qui ne sont pas de nature à être converties en titres nominatifs ?

Il y avait là, sinon l'amorce d'une opinion plus conforme à la nature des choses, tout au moins une indication. Pourtant, nous venons de le voir, la plupart des auteurs n'ont pas cru devoir faire de distinction : ils s'en sont tenus à la notion que le Code civil

1. C'est à dessein que nous employons ici le mot *caractère* et non plus le mot « nature » : nous voulons parler seulement de *similitude* et non d'identité.

2. BUCHÈRE, *Commentaire de la loi du 27 février 1880*, p. 56 et suiv. ; BERTHELEMY, *De l'aliénation des meubles par les administrateurs légaux de la fortune d'autrui*, Thèse, 1882, p. 67 ; *Journal du Notariat*, 1887, p. 706. (Voir *infra*, section troisième.)

donne du contrat de dépôt, alors qu'il s'agissait d'une de ces matières étrangères aux prévisions du législateur de 1804, et pour lesquelles il convient parfois d'assouplir l'application de la loi.

Tel qu'il fonctionne de nos jours, en effet, le dépôt de titres au porteur dans les caisses d'une société — de la société débitrice ou d'une autre — est une institution assez récente, dont l'utilité et l'importance ne pouvaient être soupçonnées à une époque où la fortune mobilière passait encore pour négligeable. Aussi est-on en droit de douter qu'il faille appliquer à ce genre de dépôt, *strictement et dans tous les cas*, les règles posées par le Code civil pour un contrat dont l'objet devait être surtout le meuble *corporel*.

Admettons, cependant, que tout dépôt, quel qu'il soit, doive rester soumis à ces règles. Encore est-il permis de se demander si le contrat qui nous occupe, spécialement le dépôt de titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur, constitue toujours un simple contrat de dépôt ou s'il n'emprunte pas parfois le *caractère* d'une conversion du porteur au nominatif.

Ce qui détermine la nature d'un contrat, ce n'est pas le nom que lui donnent les parties, mais l'intention qu'elles ont eue en s'obligeant (1). Or il ne sem-

1. Cf. BAUDRY-LACANTINERIE ET WAHL, *De la Société, du Prêt, du Dépôt*, 1907, n° 1168, p. 625.

ble pas que l'on ait poussé assez loin, en l'espèce, cette recherche de l'intention des parties. Suffit-il de dire que, si des titres au porteur sont confiés à la société débitrice en vue de la garde, la volonté de faire un simple dépôt ne peut être contestée ? C'est mettre aussi ses titres en garde que de les convertir au nominatif, et la préoccupation de les garantir contre les risques de perte, de vol ou de destruction motive cette conversion tout autant, sinon plus, que le désir de toucher un revenu plus élevé. On sait que, pour sauvegarder le patrimoine des personnes incapables et pour empêcher l'aliénation frauduleuse de leurs valeurs mobilières, la loi, quand il s'agit des mineurs et des interdits, et la plupart des contrats de mariage, s'il s'agit de biens dotaux, prévoient le dépôt comme le succédané d'une conversion au nominatif, lorsque la nature des titres rend celle-ci impossible.

Il importe donc de connaître si le dépôt a eu pour but de mettre les titres en garde ou s'il a eu pour but de leur donner le *caractère* nominatif. C'est là une question de fait plutôt que d'appréciation.

Quel sera le critérium de l'intention des parties ? A notre avis, pour répondre à la question, il est nécessaire de faire une distinction.

Supposons, d'abord, que le propriétaire ait la *possibilité de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs*, ce qui sera presque toujours le cas pour

les valeurs françaises, puisqu'aux termes de l'article 8, alinéa 1^{er} de la loi du 23 juin 1857, « dans les sociétés qui admettent le titre au porteur, tout propriétaire d'actions ou d'obligations a toujours la faculté de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs, et réciproquement ». Quand il les dépose dans les caisses d'un établissement, c'est qu'il veut leur laisser le caractère de titres au porteur et entend seulement les mettre en garde : il est bien certain, par exemple, que, si une personne majeure et maîtresse de ses droits dépose des obligations de Chemins de fer dans les caisses de la Société Générale ou du Crédit Lyonnais, il n'y a là qu'un simple contrat de dépôt et que le retrait des titres constitue un acte de pure administration.

Mais la possibilité de convertir doit se comprendre en ce sens que le propriétaire puisse obtenir un titre nominatif vraiment efficace, c'est-à-dire lui donnant les mêmes garanties qu'un titre nominatif délivré conformément à la loi qui régit son état et sa capacité, et assurant l'application des règles de son statut personnel. C'est par crainte qu'il n'en soit pas toujours ainsi qu'en matière de dotalité, la plupart des contrats de mariage prescrivent de déposer dans les caisses d'une société française, avec mention de dotalité et d'obligation d'emploi, les valeurs étrangères, *même nominatives*, de la future épouse. Il est clair qu'un pareil dépôt n'a pas pour but la mise

en garde des valeurs, mais que cette disposition veut précisément obliger les époux à faire un emploi que la société débitrice étrangère pourrait ne pas exiger. De même, quand il s'agit de titres au porteur appartenant à un incapable, le fait qu'ils ont été déposés au lieu d'être convertis au nominatif n'implique pas que l'établissement dépositaire puisse considérer le retrait comme un acte d'administration : il n'appartient pas, en effet, à l'incapable ou à son représentant légal de se soustraire par ce moyen à l'accomplissement des formalités prescrites pour l'aliénation de ses valeurs mobilières.

Supposons, au contraire, que les titres au porteur *ne soient pas susceptibles d'être convertis en titres nominatifs*. Il y a lieu d'admettre ici qu'en général, le dépôt fait au nom d'une personne majeure et maîtresse de ses droits a encore pour but la mise en garde des titres et n'est qu'une mesure de précaution (1), tandis que le dépôt de valeurs dont l'aliénation est subordonnée à des conditions d'autorisation ou de emploi (parce qu'elles appartiennent à un incapable, à une personne morale publique ou privée, ou parce qu'elles sont frappées d'inaliénabilité) a pour but, soit d'assurer l'accomplissement des

1. A moins, bien entendu, qu'on ait la preuve du contraire ou qu'il ne s'agisse d'un dépôt particulier, tel que le dépôt statutaire des actions d'un administrateur en garantie de sa gestion ou un dépôt d'actions en vue d'une assemblée générale. (Voir *infra*, chapitre IV.)

obligations imposées au propriétaire ou à son représentant, soit d'enlever la libre disposition des titres à telle personne qui pourrait les aliéner frauduleusement, si elle les conservait sous la forme au porteur (1). C'est ce dernier motif qui a inspiré le législateur dans la rédaction de l'article 5 § 4 de la loi du 27 février 1880 ; c'est aussi lui qui inspire certaines clauses des contrats de mariage en matière dotale.

Nous poserons donc le principe suivant : hormis le cas où il est fait au nom d'une personne majeure et maîtresse de ses droits, le dépôt de titres au porteur *non convertibles en titres nominatifs* doit être considéré comme le succédané d'une conversion au nominatif, et, en cas de retrait, la société dépositaire est tenue de se préoccuper de la capacité du propriétaire, comme pour une conversion au porteur.

On va nous objecter que notre manière de voir aboutit le plus souvent à reconnaître au dépôt de titres au porteur dans les caisses d'une société le *caractère* d'une conversion du porteur au nominatif ; que c'est là dénaturer le contrat intervenu entre les parties, et que, d'ailleurs, s'il se peut que le déposant ait eu l'intention de donner à ses titres le *ca-*

1. Voir en ce sens un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 17 novembre 1894 (*Le Droit* du 21 décembre 1894). Nous étudierons en détail, dans notre troisième Section, ce jugement rendu contre la Compagnie du Canal de Suez.

ractère de titres nominatifs, il reste à se demander si l'établissement dépositaire, de son côté, a consenti à faire autre chose qu'un simple contrat de dépôt.

Ces objections, nous les avons prévues ; mais elles ne nous ont pas arrêté. Nous ne pouvons nous résigner à assimiler le dépôt de titres au porteur, du moins tel qu'il fonctionne dans les sociétés ou les établissements de crédit, au type de dépôt prévu par le Code civil. C'est qu'en effet, la physionomie du contrat n'est pas la même dans les deux cas.

En général, le dépôt a pour but la conservation d'un objet *corporel*, dont le propriétaire ne peut assurer momentanément la garde, à l'usage duquel il renonce provisoirement, et qu'il veut retrouver quand il en aura besoin : c'est, en quelque sorte, une mise hors service temporaire. Dans le cas qui nous occupe, au contraire, le propriétaire jouit des titres déposés tout autant que s'il les avait conservés par devers lui ; s'il les a mis en garde, c'est même pour en jouir plus sûrement (1), et le dépôt ne comporte

1. « Les choses incorporelles n'ont pas besoin d'être gardées : peut-on songer, par exemple, à donner en dépôt un droit de créance, une servitude ? Il en serait autrement des *titres* qui constatent l'existence du droit. » (BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *De la Société, du Prêt, du Dépôt*, 1907, n° 1023, p. 563.)

Mais, précisément, dans le cas de dépôt d'un titre au porteur, on donne à la fois en garde, en raison de l'incorporation du droit au titre, son titre et son droit de créance pour en faire usage.

ici aucune interruption dans l'usage de la chose déposée : les revenus sont touchés, ainsi que le montant des remboursements, quand il y a lieu ; les titres peuvent servir de gage ou de nantissement pour un prêt ou une ouverture de crédit, etc.

D'autre part, le dépôt ordinaire est considéré comme un contrat de bienfaisance, comme un office d'ami : il est « essentiellement gratuit » (art. 1917 C. civ.), et c'est pourquoi la loi (art. 1927 C. civ.) oblige seulement le dépositaire à « apporter dans la garde de la chose déposée les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent » (*culpa levis in concreto*), au lieu d'exiger de lui les soins d'un bon père de famille. Le dépositaire peut, il est vrai, stipuler un salaire pour la garde de la chose (art. 1928, 2° C. civ.), ce qui le rend responsable de la *culpa levis in abstracto* ; mais ce salaire ne doit pas être l'équivalent exact du service rendu, car le prétendu dépôt deviendrait un louage de services. En d'autres termes, il est essentiel, pour qu'il y ait dépôt, qu'une pensée de bienfaisance anime le dépositaire, mais il n'est pas nécessaire qu'il agisse sous l'influence d'un mobile exclusivement désintéressé⁽¹⁾. Or il paraît impossible de trouver cet élément de gratuité ou du moins cette pensée de bienfaisance

1. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *De la Société, du Prêt, du Dépôt*, 1907, n° 1168, p. 625.

dans l'espèce de dépôt qui fait l'objet de notre étude. Lorsque les titres sont déposés dans une banque ou dans une société de crédit, le droit de garde, qui est, d'ailleurs, assez élevé (1), n'est pas le seul profit que le dépositaire tire de la responsabilité qu'il assume : le déposant a, le plus souvent, un compte ouvert à son nom dans l'établissement ; il fait faire par son entremise toutes ses opérations de bourse ou de banque ; c'est à lui qu'il demande des avances sur titres ou une ouverture de crédit ; c'est lui qu'il charge, moyennant une commission, de l'encaissement de ses coupons, de la vérification des listes de tirages, de l'assurance contre les risques de remboursement au pair, etc. En un mot, pour la société dépositaire, le déposant est un *client qui rapporte*, et l'on ne voit guère ce qu'il y a de désintéressé dans le rôle qu'elle remplit.

Il peut, sans doute, en être autrement quand le dépôt est effectué dans les caisses de l'établissement émetteur : parfois, en effet, celui-ci ne stipule

1. Ce droit est même doublé pour les dépôts de titres effectués au nom des femmes mariées sous le régime dotal ou de la séparation de biens, au nom des mineurs sous l'administration légale de leur père, en tutelle ou émancipés, au nom de personnes pourvues d'un conseil judiciaire, d'interdits, de copropriétaires ou de nus propriétaires et usufruitiers. N'est-ce pas une preuve matérielle que la société estime s'exposer alors à un plus grand embarras pendant la durée de ces dépôts dits « contentieux » et surtout à de plus grands risques lors du retrait des titres ?

aucun salaire pour la garde de ses propres titres (1) et ne fait aucune opération de banque à ses guichets. Il y a bien là, en apparence, un service rendu gratuitement. Mais le mobile intéressé, s'il est plus caché, n'en existe pas moins : la société débitrice, en agissant ainsi, espère engager les capitalistes à devenir acquéreurs de ses titres ; peut-être aussi lui importe-il de connaître le plus grand nombre possible de ses actionnaires et de ses obligataires.

Le législateur de 1804 a cru devoir s'expliquer dans l'article 1923 du Code civil sur la preuve du dépôt volontaire, parce qu'on aurait pu croire que le déposant est dans l'impossibilité morale d'exiger une reconnaissance écrite du dépôt et que, par suite, il doit être admis à en faire la preuve par témoins, quelle qu'en soit l'importance. En effet, le dépôt n'est qu'une charge pour le dépositaire : en le lui confiant et en le priant de bien vouloir s'en charger, le déposant lui demande un service. Peut-il songer à lui donner en même temps une marque de défiance, en réclamant de lui une reconnaissance écrite du dépôt ? (2) C'est donc, en quelque sorte, pour mettre le déposant à l'aise que le Code civil a édicté dans l'article 1923

1. A la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez, les dépôts sont reçus sans frais. Les déposants n'ont à acquitter qu'un droit de 0 fr. 20 par titre, *au moment du retrait*, à moins que celui-ci ne soit motivé par l'appel au remboursement.

2. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *op. cit.*, n° 1045, page 573.

que « le dépôt doit être prouvé par écrit ». A défaut de cette disposition légale, il ne serait venu à la pensée de personne que le fait d'exiger un récépissé de l'établissement ou du banquier auquel on confie des titres est de nature à blesser sa susceptibilité : on aurait compris, de part et d'autre, qu'un dépôt de titres ne doit pas être envisagé de la même manière qu'un dépôt de meubles corporels ordinaires.

Enfin, les meubles corporels n'ont qu'une seule façon d'exister : une montre, par exemple, est toujours une montre ; des bijoux sont toujours des bijoux ; de l'argenterie est toujours de l'argenterie. Les titres, au contraire, peuvent exister sous deux formes différentes : sous la forme nominative et sous la forme au porteur. Les caractéristiques du titre au porteur sont que le propriétaire est seulement désigné par le fait de la possession et que le titre est transmissible par tradition manuelle. Or, en cas de dépôt, ces traits distinctifs disparaissent dans une certaine mesure : il est nécessaire de retirer le titre pour le transmettre (à moins de recourir aux formalités de l'article 1690 du Code civil et de transmettre seulement la créance née du dépôt), et, tant que dure le dépôt, le propriétaire n'est plus un détenteur anonyme, mais un titulaire nominativement désigné. Quand le dépôt est fait dans les caisses d'un établissement quelconque, le titre ne devient pas nominatif pour la société débitrice, *mais il le devient pour l'éta-*

blissement dépositaire, et il le devient encore plus quand l'établissement dépositaire est en même temps l'établissement émetteur. (Voir *supra*, pages 12 et 13).

Cette nuance a été si bien sentie par l'Administration de l'Enregistrement, que la Régie exempte du timbre de dimension, comme titres de renouvellement, les certificats de dépôt délivrés par les établissements émetteurs, et qu'elle soumet les titres au porteur français déposés dans leurs caisses au droit de transmission de 0 fr. 75 pour 100 francs, au lieu de les soumettre à la taxe annuelle de circulation de 0 fr. 25 %.. (Voir *infra*, chapitre II.) Le Directeur général de l'Enregistrement a même décidé que les receveurs devaient délivrer sans frais, pour les titres au porteur déposés dans les caisses des sociétés débitrices, le certificat constatant le paiement des droits de mutation par décès (loi du 25 février 1901, art. 15 § 2), et que ce certificat devait toujours être produit à l'appui des demandes de transfert ou de retrait de titres dont le titulaire serait décédé.

Telles sont les raisons qui nous déterminent à ne pas considérer le dépôt de titres en général, et particulièrement le dépôt de titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur, comme un dépôt ordinaire. Il y a là, il faut bien le reconnaître, une convention spéciale, *sui generis*, dans laquelle la qualité d'actionnaire ou d'obligataire se fond avec

celle de déposant, de manière à former un contrat hybride, qui a reçu pour la commodité le nom de dépôt, mais qui ne ressemble que de loin au contrat de dépôt prévu par le Code civil.

Une assez longue pratique des affaires, loin de modifier notre manière de voir, nous a prouvé chaque jour plus clairement que les clients d'une caisse de dépôts comme celle de la Compagnie du Canal de Suez ou comme celle des établissements qui acceptent de recevoir en garde leurs propres titres, ont souvent l'intention de mettre leurs valeurs au nominatif, quand ils les déposent : nous en avons acquis la certitude par la correspondance qui nous est adressée et par les immatricules qui nous sont demandées pour les certificats à établir. En conséquence, la sagesse et la crainte d'une jurisprudence qui tend de plus en plus à augmenter la responsabilité des sociétés (voir notre Conclusion) commandent, dans la plupart des cas, aux établissements dépositaires d'assimiler, au point de vue de la capacité à requérir et des justifications à exiger, le retrait des titres à une *conversion au porteur*, première étape d'une aliénation.

SECTION TROISIÈME

Conséquences quant au retrait des titres

La théorie que nous venons d'exposer et la conclusion à laquelle nous sommes arrivés entraînent des conséquences intéressantes au point de vue de la

responsabilité des sociétés, surtout quand il s'agit de *retirer* de leurs caisses des valeurs non amorties appartenant à des incapables ou frappées d'inaliénabilité.

Avant d'examiner successivement les différents cas dans lesquels le retrait des titres est subordonné à des conditions d'autorisation ou de remploi, nous ferons observer que, même pour une *personne majeure et maîtresse de ses droits*, un retrait de valeurs au porteur déposées (surtout si elles ne sont pas susceptibles d'être mises au nominatif) comporte toujours l'abandon des garanties inhérentes à un droit nominatif et constitue *en soi* plus qu'un acte de simple administration. Il en est ainsi même lorsque le déposant capable n'a eu en vue que la mise en garde de ses titres, ce qui sera le cas le plus fréquent (voir *supra*, page 39), et, à plus forte raison, lorsque l'on peut établir que son intention a été de leur donner le *caractère* nominatif.

Sans doute, quand le titulaire d'un certificat de dépôt opère le retrait de ses titres, il reçoit le paiement de l'obligation de restituer, contractée envers lui par la société débitrice, et, en principe, le paiement d'une obligation constituée, au regard du créancier, un acte d'administration. Mais quand l'objet du dépôt est un titre au porteur qui constate lui-même un droit de créance, par l'effet du retrait, l'engagement de l'établissement débiteur cesse d'exister

au profit de la personne déterminée qui est désignée dans l'immatricule du certificat de dépôt, pour devenir un engagement envers *tout* porteur du titre. Et il n'y a pas que cette modification profonde dans l'obligation de la société dépositaire : à l'appui de l'opinion que nous soutenons, il est permis d'invoquer les autres conséquences du retrait, notamment le danger de perte ou de vol et la possibilité de disposer du titre par simple tradition (article 35, al. 2 du Code de commerce) ou de le livrer à un tiers de bonne foi que protégeront les articles 2279 et 2280 du Code civil ; on peut enfin faire valoir que, si le retrait n'est pas par lui-même et à proprement parler un acte d'aliénation, il est le plus souvent le préliminaire d'une aliénation.

Il nous semble difficile d'admettre qu'un acte capable de produire de tels effets soit par nature un acte de pure administration, et, si l'on ne peut le ranger parmi les actes de disposition, on peut, du moins, le ranger parmi les actes pour lesquels la capacité d'aliéner doit être requise (1).

L'intérêt de la question est, d'ailleurs, purement théorique, quand le déposant est une *personne majeure et maîtresse de ses droits* : pratiquement, en effet, la différence ne se fera pas sentir, puisque,

1. Ce système est contraire à celui de la jurisprudence qui considère, d'une façon générale, que le retrait et la conversion au porteur sont des actes d'administration.

quelle que soit la nature que l'on reconnaisse au retrait de titres au porteur, l'établissement émetteur n'a qu'à s'assurer, par la certification de la signature, de l'identité de celui qui écrit et signe la réquisition (1).

Mais c'est surtout lorsque les titres au porteur sont déposés au nom d'un *incapable* ou d'une *personne morale* que la responsabilité de la société dépositaire se trouve engagée au moment du retrait. *En ce cas, nous estimons que, sauf un texte ou une convention contraire, il y a lieu d'appliquer toujours les règles de la conversion au porteur* (2).

Nous disons « sauf un texte ou une convention contraire », car il est bien certain qu'il n'en sera ainsi qu'en l'absence de toute disposition ayant pour but d'indiquer les justifications à produire lors du retrait des titres déposés, et que, chaque fois que le législateur ou la convention des parties aura déterminé les formalités à remplir à cet effet, le principe que nous venons de poser n'aura pas à être observé.

1. La capacité étant présumée à défaut d'indications contraires (arg. art. 1123 C. civ.), les sociétés n'ont, en principe, aucune justification à demander à cet égard. Pour que leur responsabilité soit engagée de ce chef, il faut qu'elles aient été *officiellement* averties de l'incapacité.

2. *Quand il s'agit d'incapables*, la jurisprudence considère, depuis la loi du 27 février 1880, la conversion au porteur des titres nominatifs *non amortis* comme un acte d'aliénation et non plus comme un acte d'administration.

Nous étudierons d'abord : 1° les incapacités pour lesquelles les justifications à demander lors du retrait des titres au porteur déposés sont précisément la conséquence d'un texte spécial, légal ou contractuel, puis 2° celles pour lesquelles il n'existe pas de clause particulière.

I

A) *Mineurs et interdits ; aliénés non interdits ; mineurs émancipés au cours de la tutelle.*

(Loi du 27 février 1880, principalement l'article 5, § 4)

A notre avis, la loi du 27 février 1880, relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits et à la conversion au porteur de ces mêmes valeurs, est *entièrement* applicable au retrait des titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur au nom de l'un ou de l'autre de ces incapables. Nous n'hésiterons donc pas à conseiller aux sociétés intéressées de demander, en pareil cas, l'accomplissement de *toutes* les formalités prescrites par cette loi, notamment la production d'une délibération du conseil de famille autorisant le retrait des titres non amortis, et un jugement d'homologation, si leur valeur dépasse 1.500 francs, conformément aux articles 1 et 2.

„Cette solution, qui est le corollaire des idées que

nous avons développées dans notre deuxième Section, mais qui peut paraître abusive à ceux qui n'admettent pas notre théorie, n'est cependant pas une innovation. Elle a été indiquée, dès l'année 1887, par l'auteur d'une consultation publiée dans le *Journal du Notariat*, numéro du 17 décembre 1887, page 706.

Il s'agissait, en l'espèce, d'un dépôt de 52 actions au porteur de la Banque de l'Algérie, effectué dans les caisses de cette société. Le titulaire était mort, laissant pour ayants droit deux enfants mineurs et sa veuve commune en biens et donataire. Aucune liquidation n'ayant eu lieu, les actions se trouvaient appartenir conjointement et indivisément aux trois héritiers. Quand le tuteur voulut retirer les titres, la question se posa de savoir si la banque dépositaire était en droit, avant d'opérer le retrait, d'exiger l'accomplissement des formalités imposées par l'article 5 de la loi du 27 février 1880 ou si, au contraire, elle était tenue de remettre les actions au tuteur sans l'accomplissement de ces formalités.

Le *Journal du Notariat*, consulté sur ce point, répondit en faisant une distinction, la même que nous avons indiquée précédemment (voir *supra*, p. 37) : « Pour résoudre la question en pleine connaissance de cause, il serait nécessaire d'être fixé sur les conditions dans lesquelles le dépôt a été effectué : s'il s'agit d'un dépôt pur et simple, n'ayant pas eu pour

but et pour effet de donner aux titres le *caractère* de titres nominatifs, nous admettrions que le tuteur peut en opérer le retrait sans l'accomplissement des formalités de la loi de 1880 et en vertu de ses pouvoirs d'administrateur, parce qu'il ne s'agirait ni de conversion, ni d'aliénation... Mais la solution devrait être différente, si, comme cela a lieu dans certaines sociétés, le dépôt dans la caisse sociale était le moyen employé pour donner aux titres le *caractère* nominatif. Dans ce cas, le retrait des titres de la caisse sociale serait, en réalité, une opération de conversion au porteur pour laquelle les formalités de la loi de 1880 devraient être remplies. Nous remarquons que le dépôt des titres a eu lieu dans la caisse de l'établissement émetteur, ce qui nous fait supposer que la seconde hypothèse est celle qui se présente ici, de telle sorte que la Banque de l'Algérie peut être fondée à exiger l'accomplissement des formalités prescrites par la loi de 1880. »

Nous devons reconnaître que la distinction faite par l'auteur de cette consultation est des plus heureuses, mais qu'il n'en déduit pas des conséquences logiques : dire, en effet, que le tuteur peut opérer seul le retrait de titres qui ont fait l'objet d'un dépôt pur et simple, c'est méconnaître les prescriptions de l'article 5 § 4 de la loi du 27 février 1880, qui sont opposables à l'établissement dépositaire et dont il doit, par suite, se préoccuper. Dire, d'autre part,

que les formalités de cet article 5 doivent être accomplies lorsque le retrait constitue une opération de conversion, c'est confondre son domaine d'application avec celui des articles 1 et 2, qui seuls visent l'aliénation ou la conversion au porteur.

Ce n'est, d'ailleurs, pas la première fois que nous avons l'occasion de constater que l'article 5 de la loi de 1880, et spécialement le paragraphe 4, échappe aux juristes et aux hommes de loi. Et pourtant, s'il est un cas pour lequel il ne devrait pas y avoir de doute, un cas pour lequel même les auteurs qui ne veulent voir dans le retrait de titres déposés qu'un acte de pure administration ne peuvent nier que l'autorisation du conseil de famille soit nécessaire pour retirer les titres non amortis, c'est bien celui qui fait l'objet du paragraphe 4 de l'article 5 de la loi du 27 février 1880. Après avoir édicté dans les deux premiers alinéas de cet article que le tuteur devra, dans un délai de trois mois, convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant au mineur ou à l'interdit, le législateur s'exprime ainsi dans l'alinéa 4 : « Lorsque, *soit par leur nature*, soit à raison de conventions, les valeurs au porteur ne seront pas susceptibles d'être converties en titres nominatifs, le tuteur *devra*, dans les trois mois, obtenir du conseil de famille l'autorisation, soit de les aliéner avec emploi, soit de les conserver ; dans ce dernier cas, le conseil pourra prescrire le dépôt des titres au por-

teur, au nom du mineur ou de l'interdit, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit entre les mains d'une personne ou d'une société spécialement désignée. »

Il est évident que, d'après ce texte, le tuteur ne peut effectuer un dépôt de titres au porteur *au nom du pupille* sans avoir préalablement consulté le conseil de famille : c'est au conseil de famille qu'il appartient de choisir entre l'aliénation avec emploi et le dépôt, et aussi de désigner la personne ou l'établissement dépositaire. Qu'il en soit autrement dans la pratique, c'est bien possible. Mais les établissements dépositaires doivent se placer sur le terrain de la loi ; et, à ce point de vue, le tuteur, qui est sans droit pour effectuer un dépôt de sa propre initiative, est également sans droit pour requérir un retrait sans l'autorisation du conseil de famille.

D'ailleurs, s'il en était autrement, la garantie obtenue par le dépôt deviendrait *complètement illusoire* : la loi a voulu éviter que le tuteur ait à sa disposition des titres au porteur appartenant à son pupille, et on lui permettrait de s'en procurer après coup, en effectuant, sur une simple demande signée de lui, le retrait de ceux qui ont été déposés ! Il nous semble que personne ne devrait oser le prétendre.

Voici comment s'exprime à ce sujet BUCHÈRE, dans son *Commentaire de la loi du 27 février 1880*, pages 56 et suiv. :

« Le mineur peut posséder des valeurs étrangères » (le cas se présentera bien rarement pour les titres français) « qui ne sont pas susceptibles d'être converties en titres nominatifs, ce qui rend impossible l'exécution de l'obligation imposée au tuteur par le paragraphe 1^{er} de l'article 5. Dans ce cas, les titres ne doivent pas rester à la disposition du tuteur, qui pourrait, en raison de leur forme au porteur, les aliéner sans autorisation : ils seront déposés. Le conseil de famille a la liberté de charger du dépôt, soit la Caisse des consignations, soit une personne amie ou une société spécialement désignée. Le tuteur doit s'entourer de toutes les précautions de nature à assurer la restitution des titres. Il n'est pas douteux, bien que la loi soit muette sur ce point, que le dépôt peut être limité à un temps déterminé et que le tuteur aura le droit de faire modifier, *au moyen d'une nouvelle délibération*, la mesure de conservation prescrite par le conseil de famille, si quelque événement était de nature à motiver une décision de cette sorte. *Il devra également, pour se conformer à l'esprit de la loi (1), se faire autoriser à retirer les valeurs au porteur des mains du dépositaire pour les*

1. On peut même dire « pour se conformer au *texte* de la loi », puisque l'article 5 § 4 de la loi du 27 février 1880 oblige le tuteur à consulter le conseil de famille au sujet du dépôt des titres. N'est-ce pas l'obliger implicitement et *a fortiori* à se faire autoriser pour le retrait.

convertir en titres nominatifs, dès que les circonstances qui empêchaient cette conversion auront disparu. Si les titres sont déjà déposés dans une caisse publique ou dans la caisse de la société qui les a émis, pour en assurer la conservation à titre d'indivision ; s'ils ont été remis à un usufruitier ou à une tierce personne à titre de garantie ou de nantissement, le conseil de famille pourra sanctionner ces conventions *en prescrivant le maintien du dépôt* entre les mains de l'usufruitier, des tiers ou de la société dépositaire. »

Ainsi, BUCHÈRE demande l'autorisation du conseil de famille non seulement quand il s'agit de retirer les valeurs pupillaires, mais même quand il s'agit d'en maintenir le dépôt.

Nous avons indiqué plus haut (voir page 35) que M. BERTHÉLEMY, dans sa thèse sur « l'aliénation des meubles par les administrateurs légaux de la fortune d'autrui », page 67, est d'avis qu'un dépôt de valeurs au porteur appartenant à un mineur, lorsqu'il y a impossibilité de les convertir au nominatif, « *équivalant presque à une conversion nominative*, car le titre au porteur déposé sera inscrit au nom du mineur. C'est arriver au but que la loi s'est proposé, à savoir, dene pas laisser entre les mains du tuteur des valeurs que celui-ci pourrait s'approprier facilement et à l'insu de tous. Par suite de ce dépôt, le tuteur ne pourra retirer les titres sans une juste cause ».

Il est regrettable que les derniers mots de cette citation n'aient pas toute la clarté désirable au point de vue qui nous occupe, et que l'auteur ne mentionne pas les formalités à l'accomplissement desquelles il entend subordonner le retrait des titres. Mais les termes mêmes dont se sert M. BERTHÉLEMY : « C'est arriver au but que la loi s'est proposé, à savoir, de ne pas laisser entre les mains du tuteur des valeurs que celui-ci pourrait s'approprier facilement » ne laissent guère de doute à cet égard et permettent bien de supposer qu'il n'admet pas que le tuteur, après s'être conformé à la loi en déposant les titres du mineur, puisse éluder ensuite les prescriptions de cette même loi au moyen d'un retrait opéré à l'insu du conseil de famille.

Tout au plus est-il permis de se demander si la délibération autorisant le retrait de titres au porteur déposés au nom d'un mineur, conformément à l'article 5 § 4 de la loi de 1880, doit être homologuée par le Tribunal. La loi ne se prononce pas sur ce point, et BUCHÈRE le regrette : « Il semble », dit-il, « que les délibérations nécessitées par les hypothèses prévues par l'article 5 ont une importance assez sérieuse pour exiger le contrôle du Tribunal. Mais la loi est restée muette à ce sujet, et, en l'absence d'un texte édictant dans ce cas l'homologation des délibérations du conseil de famille, il nous semble impossible de recourir à cette procédure. »

Nous n'hésitons pas, cependant, malgré le silence de la loi et malgré la conclusion de Buchère, à recommander aux établissements dépositaires de se placer, par prudence, sur le terrain des articles 1, 2 et 10 de la loi du 27 février 1880 et d'exiger, quand il y aura lieu, l'homologation du Tribunal. Cette homologation *devra* être requise quand il résultera de la délibération du conseil de famille autorisant le retrait que les titres, d'une valeur de plus de 1.500 francs, seront *aliénés*. Mais s'il appert de la délibération que le conseil de famille a autorisé le retrait en vue d'un dépôt à faire ailleurs, l'établissement dépositaire *pourra* se passer de l'homologation : il aura seulement à s'assurer que les titres retirés de ses caisses sont bien déposés où il a été décidé.

Notre prétention se justifie, d'abord, par la sévérité des tribunaux vis-à-vis des sociétés, lorsque celles-ci ne se sont pas entourées de toutes les garanties nécessaires ; elle peut aussi s'appuyer sur le passage suivant, que nous extrayons du jugement du Tribunal civil de Montélimar du 29 mai 1907, celui que nous avons étudié longuement dans la première Section de ce chapitre (voir *supra*, pages 24 et suiv.) :

« Attendu que les valeurs mobilières des mineurs, non convertibles au nominatif et déposées conformément à l'article 5 de la loi du 27 février 1880, ne cessent pas d'être des valeurs au porteur ; qu'on obtient seulement dans ce cas, comme dans celui d'un certi-

ficat de dépôt de titres au porteur portant mention de dotalité, une sécurité assimilable à celle des titres nominatifs ; mais que cette assimilation tient uniquement aux conditions du dépôt (minorité ou mention de dotalité) *que doit respecter le dépositaire pour dégager sa responsabilité lors d'une demande de retrait des titres déposés.* »

Outre que ce jugement consacre la distinction que nous n'avons cessé de faire jusqu'ici entre la *nature* et le *caractère* des titres au porteur déposés, il déclare que le dépôt effectué dans les conditions prévues par l'article 5 § 4 de la loi de 1880 a bien pour effet d'assimiler les titres au porteur à des titres nominatifs. Dès lors, s'il en est ainsi, les établissements qui détiennent dans leurs caisses des titres de mineurs ne sont-ils pas fondés à considérer le retrait de ces titres comme une conversion du nominatif au porteur et à réclamer l'application intégrale des articles 1 et 2, l'article 10 de la dite loi soumettant la conversion au porteur aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation ?

Le législateur a, par l'article 8, étendu les effets de la loi du 27 février 1880 à tous ceux qui gèrent les biens d'un incapable, c'est-à-dire aux tuteurs des enfants admis dans les hospices (1) et aux administra-

1. La tutelle des *enfants assistés* est exercée, dans le département de la Seine, par le Directeur de l'Administration générale de l'Assis-

teurs provisoires chargés de gérer les biens des aliénés non interdits placés dans les établissements publics et privés (1). En conséquence, le retrait des titres non amortis appartenant à ces incapables est subordonné, selon nous, comme la conversion au porteur, à l'autorisation de la commission administrative ou de surveillance faisant fonction de conseil de famille (2) et à l'homologation du Tribunal au-dessus d'un capital de 1.500 francs.

La même solution doit être appliquée aux mineurs émancipés *au cours de la tutelle*. Ceux qui ont été

tance publique, et, dans les autres départements, par le préfet ou par son délégué, l'inspecteur départemental (loi du 27 juin 1904, art. 11). Il n'y a pas de subrogé tuteur.

1. En ce qui concerne les *aliénés non interdits placés dans des établissements publics*, les fonctions d'administrateur provisoire sont confiés, à Paris, au Directeur général de l'Assistance publique (loi du 10 janvier 1849), et, dans les départements, à l'un des membres de la commission administrative de l'établissement. En ce qui concerne les *aliénés non interdits placés dans des établissements privés*, l'administrateur provisoire est nommé par justice, conformément à l'article 32 de la loi du 30 juin 1838.

2. Le conseil de famille des *enfants assistés* est formé par une commission de sept membres élus par le conseil général et renouvelés tous les quatre ans (art. 12 de la loi du 27 juin 1904).

Celui des *aliénés non interdits placés dans des établissements publics* est formé, à Paris, par le conseil de surveillance de l'Administration générale de l'Assistance publique, et, dans les départements, par la commission administrative de l'établissement.

Celui des *aliénés non interdits placés dans des établissements privés* est constitué et fonctionne comme celui des mineurs.

émancipés par le mariage ou par leurs père et mère avant l'ouverture de la tutelle sont exemptés des obligations imposées par la loi de 1880 : l'aliénation de leurs meubles incorporels demeure donc régie par le droit commun et peut avoir lieu, comme la conversion au porteur de leurs titres, sans l'autorisation du conseil de famille, avec la seule assistance de leur curateur.

B) *Femmes mariées sous le régime dotal ou sous le régime de la communauté avec clause de dotalisation partielle.*

Il n'est pas rare que le contrat de mariage des femmes mariées sous le régime dotal ou sous le régime de la communauté avec dotalisation partielle prévoie les formalités à l'accomplissement desquelles sera soumis *le retrait* des titres dotaux déposés dans les caisses des établissements. Parmi les clauses relatives à cette question, voici celles que nous trouvons reproduites le plus souvent dans la pratique :

« Quant aux titres qui auront été déposés dans un des établissements indiqués pour en recevoir le dépôt, ils ne pourront être retirés *que pour être employés* conformément aux prescriptions du contrat de mariage *ou pour être confiés à d'autres banques*

parmi celles désignées à cet effet. En cas de retrait des titres en vue des emplois prescrits, les banques ou sociétés dépositaires seront déchargées, comme tous les autres tiers, par la remise des titres dotaux entre les mains des intermédiaires chargés par les époux des emplois ou remplois... Lorsque les futurs époux changeront de banques dépositaires, ces dernières devront effectuer elles-mêmes le dépôt des titres aux nouvelles banques choisies par les époux, et elles seront valablement déchargées par le récépissé de ces nouvelles banques, délivré au nom de la future épouse et mentionnant l'origine des titres, la dotalité et l'obligation d'emploi. »

La clause suivante, que l'on rencontre fréquemment dans les contrats de date récente, a été introduite dans le formulaire des notaires pour permettre et faciliter, par le moyen du dépôt des titres au porteur dans les caisses des établissements émetteurs, les remplois en valeurs étrangères (voir *supra*, page 40).

« Dans le cas où les valeurs acquises en emploi ou provenant à la future épouse de successions, donations ou legs et ayant le caractère de biens dotaux seraient, soit au porteur non susceptibles d'être converties en titres nominatifs mentionnant la dotalité et l'obligation d'emploi, soit nominatives transmissibles par endos, il devra être procédé de la manière suivante : Les valeurs dont il s'agit, quelles qu'elles

soient, seront déposées, en cas d'acquisition, par l'agent de change, et, dans les autres cas, par tous détenteurs, dans les caisses, soit des compagnies qui les auront émises, soit de la Banque de France, soit de la Caisse des dépôts et consignations, qui délivreront des récépissés au nom de la future épouse. Les récépissés porteront les numéros des titres déposés, mentionneront le régime dotal et l'obligation d'emploi, et indiqueront que lesdits titres ne pourront être retirés que par un agent de change désigné par les futurs époux pour en opérer l'aliénation, à charge de remploi. Lors du retrait, il sera donné au dépositaire, par acte authentique, une décharge des titres signée des époux et de l'agent de change chargé du remploi. La remise effectuée entre les mains de l'agent de change chargé du remploi déchargera complètement les dépositaires. L'agent de change seul sera tenu de suivre le remploi, mais il ne sera ni juge, ni responsable de son utilité. »

Il est bien certain que, pour ces cas spéciaux, aucune difficulté n'est possible : lorsque la société débitrice se trouve en présence de clauses aussi formelles, elle n'a qu'à s'en tenir strictement aux prescriptions du contrat de mariage, qui ont une force impérative absolue et dont les tribunaux eux-mêmes ne pourraient s'écarter sans violer le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

II

A) Femmes mariées dont le contrat est muet au sujet du retrait.

Mais si le contrat de mariage garde le silence sur les justifications à produire lors du retrait des titres déposés, nous estimons qu'il est prudent de considérer cette opération comme une véritable conversion au porteur, par application du principe que nous avons établi précédemment (cf. *supra*, page 50) (1).

La règle d'après laquelle « la conversion de tous titres nominatifs en titres au porteur est soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation de ces titres » ne doit pas être rigoureusement limitée aux mineurs et aux interdits : elle peut être étendue, selon nous, aux femmes mariées et appliquée en particulier quand il s'agit de titres frappés d'obligation d'emploi ou de remploi. D'ailleurs, la jurisprudence

1. Voir en ce sens :

BAILLIOT. *Guide pratique des opérations de transferts*, 1873, p. 54 ;

BEZARD-FALGAS. *Traité théorique et pratique du contentieux des Transferts*, n° 416 et s., p. 365 et s. ;

JULLIOT. *Des transferts et conversions de titres nominatifs*, p. 292 et s. ;

ROBERT. *De l'emploi et du remploi sous le régime dotal*, 1896, n° 80 et s., p. 69 et s. ;

SOUGAILLE. *De la responsabilité des tiers en matière d'emploi et de remploi sous le régime dotal*. Thèse, Paris, 1896.

n'autorise-t-elle pas cette extension en assimilant alors la conversion au porteur à un acte d'aliénation et en rendant les établissements responsables de l'inobservation des clauses du contrat de mariage ? (Cass., 28 janvier 1907 et conclusions de M. le Procureur général Baudouin, *Gazette des Tribunaux* du 15 février 1907). Par conséquent, si l'aliénation des titres d'une femme dotale n'est permise par son contrat que sous condition de emploi, la société ne doit pas accepter la conversion ni se dessaisir des titres avant qu'il lui ait été justifié du emploi, sous peine de rester engagée personnellement vis-à-vis de la femme.

Au surplus, à l'égard de l'établissement dépositaire de titres dotaux, le droit commun suffit à imposer le principe d'une responsabilité touchant l'emploi des fonds dont il a la garde. Les articles 1940 et 1941 du Code civil, qui prévoient le changement d'état de celui qui a fait le dépôt ou la cessation de la qualité en laquelle il l'a fait, et indiquent entre les mains de qui la restitution doit être opérée, ne sont, en réalité, qu'une application particulière de la règle plus générale de l'article 1241 qui oblige le débiteur à s'assurer, en payant, de la capacité du créancier qui reçoit. Les valeurs mobilières sont de véritables titres de créance (1), et les Compagnies financières, vis-

1. Les titres ne sont, en effet, que la constatation matérielle d'un engagement pris par la société qui les a émis : engagement de payer

à-vis de leurs actionnaires ou obligataires, sont de véritables débiteurs : leur libération est donc soumise à toutes les conditions exigées par le droit commun pour la validité des paiements. C'est là le point de départ de leur responsabilité en matière de emploi.

Le Tribunal civil de la Seine (1^{re} Chambre), par un jugement du 17 novembre 1894 (*Le Droit* du 21 décembre 1894), a fait à la Compagnie du Canal de Suez une application rigoureuse (trop rigoureuse, à notre avis) du principe d'après lequel les sociétés ne doivent pas convertir des titres nominatifs en titres au porteur sur la simple signature des époux et sans demander la justification du emploi.

Il s'agissait, en l'espèce, de 20 actions du Canal de Suez *non entièrement libérées* et faisant l'objet d'un certificat nominatif au nom d'un sieur G. Ces actions furent constituées en dot par ledit M^r G. à sa fille, alors qu'elles n'étaient libérées que des huit dixièmes, avec charge pour la donataire de faire face au versement des deux dixièmes restant à payer. Le contrat de mariage des époux M.-G. stipulait que le mari ne pourrait vendre et transférer les titres dotaux qu'à charge d'employer le prix en acquisitions d'immeu-

à date fixe un intérêt déterminé d'avance ou une part indéterminée de bénéfices, ou bien engagement de rembourser un capital. Cet engagement est pris envers le titulaire du titre, lorsque ce dernier est nominatif, envers le porteur du titre, lorsqu'il est au porteur.

bles ou en rentes sur l'État, obligations de Chemins de fer, placements hypothécaires et privilégiés. La libération complète des actions eut lieu au cours du mariage, et la Compagnie *qui, statutairement, n'a pas de titres nominatifs*, délivra en 1868 à M^{me} M. 20 actions au porteur, sans exiger des époux d'autre formalité qu'une demande de conversion (1) revêtue de leur signature légalisée et précédée des mots « Bon pour conversion de vingt actions dotales et dispense de surveiller et suivre le emploi ». Le mari, dont la situation était embarrassée, vendit les titres et n'effectua pas le emploi de la partie du prix qui représentait les huit dixièmes frappés de dotalité. Il mourut insolvable en 1877, et sa veuve, qui n'avait pu recouvrer le montant de sa dot, attaqua en 1892 la Compagnie du Canal de Suez.

Le Tribunal, estimant que les stipulations des contrats de mariage sont opposables à tous, notamment dans celles de leurs clauses qui ont pour but d'assurer la conservation de la dot mobilière de la femme, jugea que la Compagnie avait commis une faute de

1. Jusqu'à la libération complète des titres, ceux-ci étaient représentés par des certificats nominatifs constatant les versements successifs. Mais, après le dernier versement, la Compagnie délivrait, conformément à ses statuts, des titres au porteur et ne pouvait que les délivrer sous cette forme : s'agissant d'une société étrangère, les actionnaires n'avaient pas le droit de requérir la délivrance de titres nominatifs.

nature à engager sa responsabilité en se dessaisissant des titres au porteur représentant les actions dotales, sans avoir exigé et obtenu la preuve du remploi et en permettant ainsi au sieur M. de réaliser ces valeurs sans en effectuer le remploi :

« Il lui était loisible », dit le jugement, « si ses statuts ne lui permettaient d'émettre que des titres au porteur, de garder les actions dans ses caisses et de délivrer à la dame M. un certificat nominatif de dépôt ; elle aurait pu encore faire nommer un séquestre qui aurait gardé les actions et en aurait surveillé le remploi en cas d'aliénation (1). »

Il est regrettable que la Compagnie du Canal de Suez n'ait pas fait appel de ce jugement : nous estimons qu'elle n'avait pas commis de faute en agissant comme elle l'a fait, puisque, d'une part, elle n'était pas dépositaire des titres, et que, d'autre part, ses statuts ne l'autorisaient à délivrer les actions définitives que sous la forme au porteur. Quoi qu'il en soit, une décision comme celle-là est suffisante pour que les établissements débiteurs se trouvent en droit de considérer tout retrait de titres au porteur déposés

1. La Compagnie aurait-elle eu le droit d'effectuer d'office un dépôt des titres dans ses caisses, sans le consentement de la titulaire ? Et, n'étant tenue envers celle-ci qu'en vertu du contrat de *souscription*, avait-elle commis une faute en délivrant les titres, après libération complète, sous la forme au porteur, qui était la seule prévue et possible ? Nous en doutons.

dans leurs caisses au nom d'une femme mariée comme le prélude d'une aliénation, et de demander les mêmes justifications que pour une conversion au porteur et une aliénation.

B) *Autres incapables.*

L'application de cette règle, sur laquelle nous ne saurions trop insister, amène les sociétés à réclamer, dans les cas que nous allons indiquer, l'accomplissement des formalités suivantes :

Retrait de titres déposés au nom d'un mineur
sous l'administration légale de son père ou de sa mère

Un jugement sur requête, lorsque la valeur des titres retirés dépasse 1.500 francs (loi du 6 avril 1910).

Retrait de titres déposés au nom d'un prodigue ou d'un
faible d'esprit

Une demande de retrait signée du prodigue ou du faible d'esprit et de son conseil judiciaire.

Retrait de titres frappés de substitution

Une décision de justice autorisant la vente des titres, décision rendue contradictoirement entre le tuteur à la restitution et le grevé, et devenue définitive (Jugement du Tribunal civil de la Seine du 26 juillet 1900, confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 11 décembre 1904, *Gazette des Tribunaux*

des 17 et 18 mars 1902 ; et surtout, Arrêt de la Cour d'Agen du 25 mai 1903, Dalloz, 1904.2.130). Il n'est pas nécessaire que l'établissement dépositaire soit partie au jugement ; mais il vaut mieux pour lui, cependant, qu'il soit mis en cause. D'autre part, il doit lui être justifié du emploi du prix de l'aliénation. Quand le testateur ou le donateur n'a rien spécifié à cet égard, ce emploi ne peut être fait qu'en immeubles, privilèges sur immeubles (art. 1067 C. civ.), actions immobilières de la Banque de France, rentes sur l'Etat (art. 29 de la loi du 16 septembre 1871) ou obligations des Chemins de fer de l'Etat (art 1^{er} § 2 du décret du 9 mars 1912).

Retrait de titres frappés d'inaliénabilité

Si l'inaliénabilité n'est que temporaire, la société débitrice ne doit pas se dessaisir des titres avant l'expiration du terme fixé par le donateur ou le testateur, à moins d'y être contrainte par un jugement définitif et qui lui soit opposable.

Si l'inaliénabilité est absolue (1), elle ne laissera retirer les titres de ses caisses qu'en vertu d'une déci-

1. Sur les cas exceptionnels où, l'interdiction d'aliéner garantissant un intérêt sérieux et raisonnable, la jurisprudence admet la légitimité de cette interdiction, par dérogation au principe de la nullité de la prohibition d'aliéner, voir WAGNER :

« La clause d'inaliénabilité dans les donations et les legs, » *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1907, p. 311 et suiv.

sion de justice rendue contradictoirement entre le donataire ou le légataire, d'une part, et le donateur ou le testateur ou ses représentants, d'autre part (circulaire du Garde des Sceaux du 12 juin 1903).

**Retrait de titres déposés au nom d'une personne morale
publique ou privée**

Les pièces à produire à l'appui d'une demande de retrait varient suivant les dispositions de la loi, du décret, du règlement ou des statuts applicables à chaque cas particulier.

En principe, pour mettre leur responsabilité à couvert, les établissements doivent s'assurer que les titres au porteur qu'ils ont à restituer seront reçus non seulement par l'ordonnateur, mais aussi par le comptable de la personne morale intéressée.

En ce qui concerne les *communes*, il y a lieu de se faire justifier que le retrait a bien été approuvé par le préfet statuant en Conseil de préfecture, conformément aux articles 68 et 69 de la loi du 5 avril 1884.

Cette règle s'applique également aux valeurs appartenant à des *hôpitaux* ou à des *hospices*.

SECTION QUATRIÈME

Dans quelle mesure les règles du dépôt ordinaire restent applicables

Nous avons essayé de démontrer, dans la deuxième Section de ce chapitre, que le dépôt de titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur est une convention spéciale, une conversion au nominatif *sui generis*, et cette manière de voir nous a conduit, dans notre troisième Section, à ne pas appliquer purement et simplement au retrait des titres ainsi déposés les règles édictées par le Code civil pour la restitution des objets corporels déposés. Mais cela ne doit pas nous faire perdre de vue la conclusion à laquelle nous sommes arrivé à la fin de notre première Section, à savoir que les titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement débiteur ne changent pas de *nature* et demeurent *essentiellement* des titres au porteur.

De cette idée primordiale découlent des conséquences pratiques, nombreuses et importantes, sur lesquelles nous avons eu déjà l'occasion de nous étendre (voir *supra*, pages 27 à 34). Nous avons réservé, pour les étudier ici, celles qui intéressent plus particulièrement *la responsabilité de la société débitrice pendant la durée du dépôt*.

Tant que le législateur n'aura pas doté d'un texte

spécial le contrat de dépôt de titres au porteur, auquel les rédacteurs du Code civil n'ont pas dû songer en 1804, cette responsabilité reste soumise aux articles 1927 à 1946 dudit Code. C'est également à lui qu'il y a lieu de recourir pour savoir comment et à quelle époque doit avoir lieu la restitution des titres déposés.

En principe, le dépositaire répond seulement de la faute qu'il ne commettrait pas dans l'administration de ses affaires personnelles (art. 1927 C. civ.). Il n'est même pas tenu de la faute la plus lourde, s'il commet cette faute dans la gestion de ses propres intérêts. A plus forte raison n'est-il pas de plein droit coupable de n'avoir pas donné aux choses déposées des soins exceptionnels. Il n'est pas obligé de faire connaître au déposant les vices qui exposent ces choses à périr, car cela ne rentre pas dans l'obligation de garder.

Toutes ces règles sont applicables à l'établissement émetteur qui reçoit ses propres titres en dépôt dans ses caisses.

Le dépositaire n'est tenu en aucun cas des accidents de force majeure ou des cas fortuits (art. 1929, C. civ.) ; il en est ainsi même dans les quatre hypothèses exceptionnelles prévues par l'article 1928 (1). Par

1. Malgré les termes formels de l'article 1929, beaucoup de récépissés de dépôt contiennent la stipulation que la société n'est pas res-

suite, si des titres déposés venaient à faire l'objet d'un vol à main armée, la société pourrait invoquer le bénéfice du droit commun (art. 1302, C. civ.) et être libérée de son obligation de restituer. Le propriétaire dépossédé n'aurait plus alors qu'à agir contre les tiers, en suivant la procédure instituée par la loi du 15 juin 1872, modifiée par celle du 8 février 1902 (1) ; mais ce recours sera souvent rendu inefficace par une acquisition faite de bonne foi avant la publication de l'opposition. Toutefois, si l'établissement dépositaire avait été mis en demeure de restituer les titres, s'il avait pris expressément à sa charge les cas fortuits et la force majeure, ou s'il était démontré qu'ils ont été précédés d'une *faute* de sa part, il ne serait pas libéré.

La preuve du cas fortuit incombe au dépositaire qui l'allègue à l'appui de sa libération.

La question de savoir si le vol est un cas fortuit dépend des circonstances. En général, l'affirmative doit être admise, car, au premier abord, le vol apparaît comme un fait qui a pu défier la prudence humaine et être accompli dans des conditions restées en dehors des prévisions ; mais il en est autrement si le dépositaire n'a pas pris les précautions nécessaires.

ponsable de la perte de la valeur qui aurait lieu par suite d'incendie ou de tout autre cas de force majeure.

1. Nous consacrons plus loin un chapitre spécial (le chapitre III) à l'étude de cette question de la perte ou du vol des titres déposés.

En cas de détournement, l'établissement débiteur peut tomber sous le coup de l'article 408 du Code pénal (loi du 13 mai 1863), qui considère comme un *abus de confiance* le détournement par un dépositaire des objets mobiliers qui lui sont confiés ; et si le détournement a été commis par un employé dont il est responsable, cet établissement doit des *dommages-intérêts* au déposant (1).

Contrairement à l'opinion admise dans certains pays étrangers, le dépôt de titres au porteur n'est pas un dépôt irrégulier : aussi les établissements émetteurs n'ont-ils pas le droit de détruire, pendant la durée du dépôt, les titres qu'on leur confie, ni celui d'y inscrire une mention constatant leur extinction. Ils doivent rendre « identiquement » les titres mêmes qu'ils ont reçus (art. 1932 al. 1^{er} C. civ.).

A défaut de restitution au moment où celle-ci est demandée, la société dépositaire peut être condamnée à payer au propriétaire des titres des dommages-intérêts égaux au montant du préjudice que le retard lui a causé.

1. Cf. WAHL, note précitée sous l'arrêt de la Cour de Grenoble du 1^{er} juillet 1908 (voir *supra*, p. 27).

CHAPITRE SECOND

Étude fiscale de la question

Il est de principe que les quittances et récépissés sont passibles du *timbre de dimension*, quand ils ont un caractère obligatoire, c'est-à-dire quand l'acte qui les constate indique ou implique une obligation de la part de celui qui reçoit. Un certificat nominatif de dépôt devrait donc, à ce titre, être assujetti au timbre de dimension, comme tous les actes qui ne sont pas expressément exemptés de cette contribution (Loi du 13 brumaire an VII, art. 1 et 12), sans qu'il y ait lieu de distinguer si les valeurs sont déposées dans les caisses d'un établissement quelconque ou dans celles de la société qui les a émises.

D'autre part, les titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement débiteur devraient rester soumis à la *taxe annuelle de circulation*, puisqu'ils gardent leur existence juridique et demeurent essentiellement des titres au porteur (voir Section première).

Cependant, l'Administration de l'Enregistrement

a décidé que, lorsqu'il s'agit de valeurs au porteur déposées dans les caisses de l'établissement émetteur, le certificat nominatif délivré constituait, non pas un récépissé ordinaire de titres déposés, mais un véritable titre nominatif remplaçant les titres au porteur par suite de renouvellement ou de conversion (Décision du ministre des Finances en date du 26 septembre 1857, *Journal de l'Enregistrement*, n° 16616-5 ; *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, tome IV, art. 932 ; PRIMOT. *Traité théorique et pratique des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières françaises et étrangères*, n° 98 ; *Dictionnaire des droits d'Enregistrement*, v° Act. et Oblig., n° 98) et soustrait, en conséquence, au droit de *timbre*, conformément à l'article 17 de la loi du 5 juin 1850 (1). (Voir *supra*, page 46.)

De même, et comme corollaire de cette manière de voir, la Régie décida, jusqu'en 1909, que les certificats nominatifs délivrés en échange des titres au porteur déposés dans les caisses des sociétés débi-

1. La Régie limite cette exemption du timbre au récépissé constatant le dépôt de titres *au porteur* dans les caisses de l'établissement émetteur : quand il s'agit d'un dépôt de titres nominatifs, le certificat délivré par la société débitrice n'est plus considéré par l'Administration de l'Enregistrement comme un titre créé par suite de renouvellement ou de conversion, mais comme un véritable certificat assujéti, ainsi que tous les certificats, au timbre de dimension. (Sol. Régie du 27 mai 1879, GARNIER. *Rép. gén. de l'Enreg.*, 7^e édition, tome V, v° Société, n. 388-3).

trices devaient donner lieu, au moment de leur création, à la perception du *droit proportionnel* auquel l'article 8 alinéa 2 de la loi du 23 juin 1857 soumettait, avant la loi du 26 décembre 1908, article 5 alinéa 2, la conversion des titres au porteur en titres nominatifs (Solution du 29 mai 1894, *Revue de l'Enregistrement*, article 751. Voir *supra*, page 20). Elle déclare, encore maintenant, les mutations qui ont lieu pendant la durée du dépôt, passibles du *droit de transfert* de 0 fr. 75 pour 100 francs (Loi du 26 décembre 1908, article 5, alinéa 1^{er}), et elle assujettit aussi au *droit de transmission*, en cas de retrait, la remise au porteur des titres déposés. (Voir *supra*, page 46.)

AU POINT DE VUE THÉORIQUE, la thèse de l'Enregistrement n'est pas à l'abri de toute critique.

D'abord, en ce qui concerne le *droit de timbre*, la dispense édictée par l'article 17 de la loi du 5 juin 1850 vise le droit de timbre *proportionnel* qui frappe le capital nominal des titres, tandis que le droit auquel sont, en général, soumis les certificats de dépôt est le droit de timbre établi *en raison de la dimension* : il y a là deux droits fiscaux bien différents.

D'autre part, si l'exemption du timbre *proportionnel* a été admise pour le titre nominatif remplaçant le titre au porteur par suite de conversion, lorsque les titres primitifs ont payé l'impôt, c'est parce que le nouveau titre est la représentation exacte, la conti-

uation matérielle et juridique du titre antérieur, lequel cesse d'exister en droit : un même titre ne peut être frappé deux fois à raison de sa valeur. Et l'on comprend que le certificat d'inscription nominative délivré au titulaire ne soit pas non plus soumis au timbre *de dimension*, car la conversion du porteur au nominatif n'ajoute rien à la qualité juridique de l'actionnaire ou de l'obligataire : le titre nominatif inscrit sur les registres de la société débitrice et le certificat d'inscription nominative, qui n'en est que la représentation, ne constatent pas un droit différent de celui que comportait le titre au porteur avant la conversion (Voir *supra*, page 17).

Au contraire, dans le cas de titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur, le certificat nominatif délivré constitue, nous l'avons vu, la preuve écrite d'un contrat distinct du contrat primitif d'émission intervenu entre la société et l'actionnaire ou l'obligataire. Par le fait du dépôt, ce dernier acquiert, à l'égard de la compagnie débitrice, une qualité nouvelle, celle de déposant, qui s'ajoute à sa qualité d'associé ou de créancier et qui ne se confond pas avec elle. D'ailleurs, à la différence du titre au porteur converti en titre nominatif, le titre au porteur déposé conserve en soi toute sa valeur juridique (Voir *supra*, pages 16 et 17). Par conséquent, que le certificat de dépôt ne soit pas assujéti au droit de timbre *proportionnel*, cela va de soi, puisque ce droit ne

frappe que les titres eux-mêmes (actions ou obligations) à raison de leur valeur nominale et ne peut les atteindre deux fois. Mais, en tant qu'il constate une convention nouvelle et reconnaît à l'actionnaire ou obligataire une qualité juridique différente de celle qu'implique à lui seul le titre au porteur déposé, le certificat de dépôt devrait être assujetti au timbre *de dimension*.

On ne s'explique pas mieux, THÉORIQUEMENT, pourquoi, jusqu'en 1909, la Régie a soumis au *droit de transfert* de 0 fr. 50 pour 100 francs la création des certificats constatant le dépôt des titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur. Ce sont seulement les valeurs mobilières susceptibles d'être négociées en bourse ou en banque qui sont assujetties aux taxes, et l'on ne peut reconnaître ce caractère aux certificats de dépôt, qui ne constatent pas un droit au paiement des sommes dues par les sociétés.

Enfin, l'application du *droit de transmission* aux titres au porteur faisant l'objet d'un dépôt dans les caisses de l'établissement débiteur n'est pas non plus JURIDIQUEMENT fondée, puisqu'il n'y a pas, en ce cas, à proprement parler, de conversion au nominatif (Voir *supra*, page 14). La seule taxe applicable aux titres ainsi déposés devrait être, nous le répétons, la taxe annuelle de 0 fr. 25 % due sur les valeurs au porteur (Loi du 26 décembre 1908, article 6).

Toutefois, nous aurions tort d'insister davantage

sur les points faibles de la théorie de l'Enregistrement. Les critiques que nous venons de lui adresser sont purement théoriques, et le moment est venu, maintenant, de dire que, PRATIQUEMENT, *la Régie a tout à fait raison* de reconnaître le caractère nominatif aux titres au porteur déposés dans les caisses de la société qui les a émis. Nous avons déjà signalé que cette manière de voir donne un supplément de force aux arguments que nous avons développés au cours de la deuxième Section de notre chapitre I^{er}, et corrobore la thèse que nous avons soutenue. Sans vouloir rouvrir ici la discussion, nous ajouterons seulement qu'il n'est pas surprenant que l'Administration de l'Enregistrement ait donné sur cette question la solution que nous avons indiquée. Ainsi que toutes les personnes qui entrent journellement dans le détail des affaires de titres et qui voient comment elles se présentent, la Régie a eu le sentiment très net et très exact que le dépôt de titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur crée une situation particulière (Voir *supra*, page 46). Il est permis aux théoriciens, aux jurisconsultes, aux notaires, aux chefs de Contentieux même de s'étonner qu'un récépissé de dépôt de valeurs au porteur puisse être considéré comme un véritable titre nominatif; il leur est permis de contester, au point de vue du droit pur, que les titres déposés changent de *caractère*. Mais les praticiens, les chefs des Services de Titres ou des

Bureaux de Transferts, et tous ceux qui sont appelés par profession à s'occuper des opérations de titres comprennent parfaitement qu'il en soit ainsi : il y a là une nuance à sentir, et eux seuls sont bien placés pour la sentir.

La décision de l'Enregistrement n'a, d'ailleurs, pas, en fait, toute l'importance ni toute la portée que l'on pourrait croire. Les sociétés *françaises* qui reçoivent leurs propres titres en dépôt dans leurs caisses sont aujourd'hui peu nombreuses : les Compagnies de Chemins de fer y ont renoncé, et il ne reste plus guère que les établissements de crédit et les banques à le faire encore. Mais il ne faut pas oublier que l'article 8 alinéa 1^{er} de la loi du 23 juin 1857 autorise tout propriétaire de valeurs *françaises* à convertir, quand il le veut, ses titres au porteur en titres nominatifs. Dans ces conditions, les dépôts ayant pour but et pour effet de donner à des titres au porteur *français* le caractère nominatif ne peuvent être que fort rares (Voir *supra*, page 38) : ou bien on veut mettre ses valeurs en garde, et l'on fait un dépôt pur et simple, ou bien on veut obtenir les bénéfices de la mise au nominatif, et l'on fait une vraie conversion.

Au contraire, les sociétés *étrangères* qui n'ont souvent pas de titres nominatifs reçoivent volontiers en dépôt dans leurs caisses les titres au porteur émis par elles et délivrent en échange des certificats no-

minatifs de dépôt (1). Mais alors, sauf en ce qui concerne l'exemption du timbre de dimension dont ces certificats bénéficient (2), la théorie de la Régie cesse de présenter de l'intérêt, car les titres au porteur ainsi déposés restent assujettis, *en tant que valeurs étrangères*, à la taxe annuelle de circulation; et, même si ces sociétés avaient des titres nominatifs, ceux-ci seraient encore soumis, *en tant que valeurs étrangères*, à tous les impôts applicables aux titres au porteur français.

1. Il en est ainsi :

A la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez;

A la Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Saragosse et à Alicante ;

A la Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne ;

A la Compagnie des Chemins de fer du Sud de l'Autriche.

2. La Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Saragosse et à Alicante et celle des Chemins de fer du Sud de l'Autriche font cependant timbrer leurs certificats de dépôt, l'une à 0 fr. 60, l'autre à 1 fr. 20 (parce qu'il y a deux feuilles).

CHAPITRE TROISIÈME

De la perte, du vol ou de la destruction des titres au porteur déposés, du certificat nominatif du dépôt

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler incidemment, à deux reprises différentes (voir pages 17 et 75), qu'une des applications les plus importantes du principe d'après lequel les titres au porteur déposés dans les caisses de la société qui les a émis ne changent pas de *nature*, se fait sentir en cas de perte, de vol ou de destruction de ces titres.

Tandis que, dans la théorie (que nous avons rejetée (1) du changement de nature des titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement débiteur, ces divers événements ne causeraient aucun préjudice au propriétaire, qui conserverait dans leur intégrité ses droits d'actionnaire ou d'obligataire (2),

1. Voir, *supra*, pages 15 à 22.

2. On se rappelle que, dans ce système, le certificat de dépôt est un vrai titre nominatif et que les titres au porteur cessent d'avoir une existence juridique. Dès lors, leur disparition ne peut enlever, en au-

dans celle que nous avons soutenue et adoptée, au contraire, le déposant est gravement lésé par la disparition de ses valeurs. Il faut donc qu'il ait la possibilité de les revendiquer entre les mains des tiers détenteurs.

Le moment est venu d'examiner cette hypothèse de la perte, du vol ou de la destruction des titres au porteur déposés, non plus au point de vue de la responsabilité qui peut incomber de ce chef aux établissements auxquels leurs propres titres ont été donnés en garde (1), mais *au point de vue des moyens de protection et de recherche des valeurs perdues, volées ou détruites.*

Qu'il s'agisse de détournement, d'abus de confiance, d'incendie ou de toute autre cause de disparition des titres, le propriétaire dépossédé *et le dépositaire* ont le droit d'accomplir au plus vite les formalités prescrites par la loi du 15 juin 1872, modifiée par celle du 8 février 1902, pour essayer de « se faire restituer » dans la mesure et sous les conditions déterminées par cette loi.

cun cas, ses droits au propriétaire, et la société débitrice n'encourrait, peut-être, aucune responsabilité, si, à la suite d'un détournement, les titres au porteur sortaient de ses caisses *sans qu'il y eût faute de sa part*, étaient remis en circulation et parvenaient entre les mains de tiers de bonne foi. La question, nous le répétons ici, est douteuse et très délicate. (Voir *supra*, p. 16, note 1.)

1. Voir ce que nous avons dit à ce sujet p. 74 à 76.

Nous allons rappeler ici sommairement les différentes phases de la procédure qu'elle a instituée :

Il est nécessaire de faire notifier par exploit d'huissier au Syndicat des Agents de change de Paris et à la Compagnie débitrice (1) une opposition contenant les énonciations indiquées par l'article 2 de ladite loi.

Lorsqu'il se sera écoulé une année depuis l'opposition, sans qu'elle ait été formellement contredite, et que, dans cet intervalle, deux termes au moins d'intérêts ou de dividendes auront été mis en distribution, l'opposant pourra se pourvoir auprès du Président du Tribunal civil du lieu de son domicile, afin d'obtenir l'autorisation de toucher les intérêts ou dividendes échus ou à échoir, au fur et à mesure de leur échéance, et même le capital des titres frappés d'opposition, dans le cas où ce capital serait ou deviendrait exigible (art. 3 de la loi).

Sur la production de l'ordonnance d'autorisation ainsi rendue, l'établissement débiteur délivrera à l'opposant un certificat spécial lui permettant de percevoir les intérêts ou dividendes mis en paiement et de toucher le remboursement du capital amorti. Mais l'opposant devra, à cet effet, fournir un nantissement constitué en titres au porteur. Ce nantissement lui sera restitué à l'expiration des délais fixés par les articles 4 et 5 de la loi.

1. Sauf si c'est elle-même qui fait opposition.

Lorsqu'il se sera écoulé dix années depuis l'autorisation obtenue par l'opposant, et que, pendant ce laps de temps, l'opposition aura été publiée sans interruption dans le *Bulletin officiel du Syndicat des Agents de change*, sans avoir été formellement contredite, l'opposant pourra exiger de l'établissement émetteur qu'il lui soit remis un duplicata des titres frappés d'opposition. Mais il devra justifier qu'il a payé à l'avance, à l'expiration du délai ci-dessus, le coût de la nouvelle publication à faire au *Bulletin de la Chambre syndicale*, à la rubrique des titres frappés de déchéance, pour le nombre d'années représenté par la feuille de coupons attachée aux titres, sans que cette publication puisse être limitée à une durée inférieure à dix années (art. 15 de la loi).

Le droit de mettre opposition sur les titres perdus ou volés, qui ne saurait faire de doute pour le déposant dont ils restent la propriété, a été contesté pour le dépositaire (arrêt de la Cour de Paris du 4 décembre 1885, cassé par un arrêt de la Cour suprême du 28 mars 1888, *Dalloz*, 1888.1.253). Il est cependant bien naturel que ce dernier puisse revendiquer les valeurs qui lui ont été confiées ; autrement, on ferait du dépôt un contrat très dangereux. Le propriétaire peut se trouver, en effet, dans l'impossibilité d'agir en raison de son absence ou de son éloignement ; peut-être même n'a-t-il déposé les titres qui lui appartiennent que pour en assurer précisément la con-

servation et pour en mettre la garde à la charge du dépositaire. D'ailleurs, il apprendra toujours la perte ou le vol de ses valeurs plus tard que l'établissement qui en a la garde, et ce serait diminuer ses chances d'en obtenir la restitution que de refuser à ce dernier le droit d'engager au plus tôt la procédure de la loi de 1872, pour éviter que les titres dérobés ne deviennent la propriété d'un tiers porteur de bonne foi.

Le certificat nominatif de dépôt est beaucoup plus susceptible d'être perdu, volé ou détruit que les titres au porteur qui en font l'objet.

Etant donné que les titres déposés ne peuvent être retirés ou remboursés qu'autant que le porteur du certificat justifie de son identité avec le titulaire, la question n'a d'importance qu'au point de vue du paiement des intérêts et dividendes⁽¹⁾ : on sait, en effet, que les revenus sont payables au présentateur du certificat, alors même que celui-ci appartiendrait à un tiers.

1. Nous supposons qu'il s'agit d'un certificat nominatif de dépôt comme ceux que délivrent la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez, la Compagnie des Chemins de fer du Sud de l'Autriche, la Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne, la Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Saragosse et à Alicante, c'est-à-dire d'un certificat muni de cases destinées à constater le paiement des intérêts et dividendes.

Le propriétaire d'un certificat adiré doit donc s'efforcer d'empêcher que les revenus de son titre ne soient payés à un autre que lui ; il a, de plus, le légitime désir de rentrer en possession de ce titre ou, tout au moins, d'en obtenir un nouveau lui conférant les mêmes avantages et les mêmes droits.

Il n'existe pas de disposition législative qui détermine les formalités à remplir pour atteindre ce double but : les établissements sont donc libres de procéder en pareil cas comme ils l'entendent.

Les uns se contentent d'une déclaration de perte faite par le titulaire devant le maire de son domicile, en présence de deux témoins chargés de certifier son identité, et délivrent, trois mois après, un duplicata du récépissé. Si le propriétaire désire, avant l'expiration de ce délai, retirer tout ou partie des titres déposés, ces titres ne lui sont, en général, remis que sur une décharge notariée, portant déclaration de perte du premier certificat.

D'autres sont plus exigeants et prescrivent au titulaire dépossédé de faire signifier au siège social, immédiatement après la perte, le vol ou la destruction d'un certificat nominatif de dépôt, une opposition par exploit d'huissier, contenant énonciation de ses nom, prénoms et domicile, indication du numéro du certificat et indication des numéros des valeurs qui en font l'objet. Cette notification reçue, non seulement l'établissement arrête le service des intérêts ou divi-

dendes, mais encore il refuse tout transfert et tout retrait, ainsi que le remboursement du capital des titres amortis, jusqu'à ce que la mainlevée de l'opposition lui soit donnée (1). Si, au bout d'un certain délai (trois mois, six mois ou un an), le certificat n'a pas été retrouvé, le titulaire demande la délivrance d'un duplicata, que la société débitrice immatricule à son nom, sous un nouveau numéro.

Parfois, les statuts ou les règlements de l'établissement dépositaire obligent le propriétaire dépossédé à fournir caution pendant un temps déterminé, à compter du jour de l'opposition ou de la publication de perte. Bien que l'utilité de cette mesure ou de toute autre équivalente ait été contestée, nous estimons qu'elle est parfaitement fondée : il ne faut pas croire, en effet, que la société débitrice puisse toujours créer impunément (sinon pour elle, du moins, pour autrui) un nouveau certificat, sans avoir la certitude que le premier est réellement détruit ou en dehors de la circulation. Sans doute, elle se libérera valablement des revenus en les payant au présentateur du certificat, sans avoir à s'inquiéter de son identité ; sans doute, en cas de remboursement d'un titre qui vien-

1. Un certain nombre de sociétés exigent, en outre, que la déclaration de perte soit portée à la connaissance des tiers par une insertion mise dans un journal d'annonces judiciaires ou légales. Cette insertion contient, en général, les mêmes énonciations que la déclaration de perte, et, en plus, la notification faite à l'établissement.

draît à être amorti, elle n'effectuera ce remboursement que sur la justification que le porteur du certificat est bien la même personne que celle dont le nom figure dans l'immatricule. Mais elle peut avoir lieu de supposer qu'au lieu d'être perdu, le certificat existe et se trouve en la possession d'un tiers, ou avoir lieu de craindre une *fausse déclaration de perte* survenant après la mise en gage ou le dépôt en nantissement du certificat, et rendant possible, après la délivrance d'un duplicata, le retrait ou le transfert des titres, au détriment du créancier gagiste ou du créancier nanti. C'est surtout pour empêcher cette dernière fraude que certains établissements interdisent au titulaire dépossédé de retirer ou de transférer, pendant le temps que durerait l'engagement d'une caution, les titres au porteur qui font l'objet du second certificat (1).

Le danger que nous signalons est si peu imaginaire, que la Cour de Paris (9^e Chambre) a rendu, le 10 janvier 1912, dans un cas semblable à celui que

1. A la Compagnie du Canal de Suez, le nouveau certificat de dépôt est délivré dès que la déclaration de perte contenant opposition est signifiée au domicile administratif de la Compagnie, et sur une demande spéciale du titulaire, dont la signature doit être dûment certifiée. Mais les titres au porteur faisant l'objet de ce certificat ne peuvent être retirés des caisses de la Compagnie *et sont inaliénables pendant trois années* à compter de l'opposition, à moins que le certificat égaré ne soit retrouvé et remis à la Compagnie avant l'expiration de ce délai. L'immatricule du nouveau certificat en fait mention.

nous venons de supposer, un arrêt qui mérite d'être médité par les sociétés débitrices (voir *Le Droit Financier*, 1912, p. 215 et *Sirey*, 1914, 2, p. 17, avec la note de M. WAHL).

Une demoiselle G. avait remis en couverture à un agent de change, qui avait fait pour son compte diverses opérations de bourse, un certificat nominatif de 200 actions d'une Compagnie belge, avec une déclaration de transfert en blanc, signée d'avance, pour lui permettre, le cas échéant, d'aliéner les actions et de réaliser la couverture. Ladite demoiselle n'ayant point satisfait à ses engagements, l'agent de change vendit la moitié des titres et remplit au nom de l'acquéreur la déclaration de transfert en blanc, jusqu'à concurrence de 100 actions. Mais il se heurta, de la part de la société débitrice, à un refus d'opérer le transfert : celle-ci, en effet, avait reçu entre temps notification de la vente, consentie par la demoiselle G. à un sieur D. des 200 actions faisant l'objet du certificat nominatif susvisé, et avait, *grâce à une fausse déclaration de perte de ce certificat*, effectué le transfert des titres au profit du sieur D.

L'ensemble de ces faits révélant à l'évidence le concert frauduleux de la demoiselle G. et de son cessionnaire, l'agent de change s'adressa au juge des référés pour qu'il ordonne à la Société, par provision et vu l'urgence, de procéder au transfert demandé et de prononcer l'annulation de celui qui fai-

sait échec aux droits légitimes du tiers acquéreur des 100 actions vendues.

Le Président du Tribunal civil de la Seine, par deux ordonnances successives, donna satisfaction à l'agent de change.

La demoiselle G. et le sieur D. interjetèrent appel de la seconde ordonnance ; mais la Cour de Paris, le 10 janvier 1912, confirma la décision du juge des référés.

Nous extrayons de son arrêt le passage suivant, particulièrement sévère pour la Compagnie intéressée :

« Considérant qu'on peut s'étonner que la société ait aussi légèrement ou complaisamment délivré à D. un nouveau certificat des 200 actions de la demoiselle G., alors que celle-ci, non seulement ne représentait pas son propre certificat, mais avait signifié à la société, par exploit d'huissier, qu'elle l'avait remis à un agent de change, en garantie d'opérations de bourse... »

On conçoit donc que l'établissement débiteur hésite, dans certaines circonstances, à délivrer un nouveau certificat. En tous cas, nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de simplifier les formalités, en somme assez peu compliquées, moyennant lesquelles le titulaire d'un certificat de dépôt égaré peut se garantir contre les conséquences de sa dépossession. S'il convient, d'une part, de donner à ce titulaire le plus de

facilité possible en vue de la reconstitution de son titre, on ne saurait, d'autre part, reprocher aux Compagnies les précautions qu'elles prennent pour éviter la coexistence de deux certificats semblables inscrits au nom de la même personne.

CHAPITRE QUATRIÈME

Du dépôt dans les caisses de l'établissement émetteur des actions statutaires des administrateurs en garantie de leur gestion, des actionnaires en vue de l'assistance aux assemblées générales.

Aux termes de l'article 26 de la loi du 24 juillet 1867, « les administrateurs doivent être propriétaires d'un nombre d'actions déterminé par les statuts. Ces actions sont affectées, en totalité, à la garantie de tous les actes de la gestion, même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs. Elles sont nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité *et déposées dans la caisse sociale* ».

Les administrateurs des sociétés anonymes françaises étant tenus de posséder des actions nominatives affectées à la garantie de leur gestion ne peuvent, en principe, s'affranchir de cette obligation en déposant dans la caisse sociale des titres au porteur, alors même que, d'après les statuts, les titres de

la société sont au porteur. Mais cette règle ne concerne pas les sociétés étrangères qui n'ont pas de titres nominatifs et dont les statuts exigent simplement que les actions de garantie de chaque administrateur restent déposées dans la caisse sociale, avec mention de l'inaliénabilité, pendant toute la durée de ses fonctions.

Notre travail ne concernant que le dépôt des titres *au porteur*, c'est seulement cette catégorie de sociétés que nous devrions viser dans ce chapitre ; mais il peut arriver qu'en fait, les actions de garantie des administrateurs d'une société française restent au porteur et soient seulement déposées à leur nom : en l'absence d'une sanction de la loi, cette infraction à l'article 26 précité ne saurait entraîner par elle-même aucune nullité (1).

Qu'il s'agisse de sociétés françaises ou de sociétés étrangères, les actions statutaires des administrateurs répondent de la gestion de *tout* le conseil. Leur dépôt dans la caisse sociale implique donc la constitution d'un gage, ce qui permet à la société d'exercer un recours sur ces actions par préférence aux créan-

1. De même, dans le cas où un administrateur aurait pris part à une assemblée générale en se contentant de déposer dans la caisse sociale le nombre d'actions requis par les statuts, sans les avoir préalablement fait convertir en titres nominatifs et timbrer, conformément à l'article 26 de la loi de 1867, l'omission de ces formalités ne saurait entraîner la nullité de la délibération.

ciers au profit desquels les administrateurs auraient conféré des droits. En décidant que les actions déposées répondraient pour tous et pour chacun, la loi a voulu établir une sorte de solidarité *réelle* sur les titres affectés au fonds de garantie et possédés par l'ensemble des administrateurs ; mais elle n'a pas entendu consacrer leur solidarité personnelle (1) : les actions qu'ils possèdent sont un cautionnement, et on a substitué à la garantie individuelle de chaque cautionnement la garantie solidaire de tous les cautionnements.

Si les actions déposées par les administrateurs à titre de garantie sont inaliénables, elles ne sont pas hors du commerce : elles sont donc susceptibles d'être cédées à un tiers ou déléguées à un créancier personnel, *suivant les formes civiles*. Mais ce ne peut être qu'une cession ou une délégation sous condition suspensive (2), qui n'aura d'effet que lorsque la gestion de l'administrateur sera terminée et lorsqu'il aura obtenu, avec son quitus, la libre disposition de ses titres. Jusqu'à ce moment, ceux-ci restent grevés du

1. S'il y a eu faute exclusivement personnelle à un ou à plusieurs administrateurs, ceux qui sont innocents ont contre les coupables un recours pour la valeur des actions qui ont pu leur être enlevées par suite de la solidarité réelle des actions de garantie.

2. Ce serait en même temps une cession sous condition résolutoire, en ce sens que, si la société avait à exercer son droit de gage sur les actions, la cession se trouverait ne plus pouvoir produire aucun effet.

privilège résultant du droit de gage de la société dépositaire.

De même, le droit de saisie-arrêt reconnu aux créanciers personnels d'un administrateur (1) ne va pas jusqu'à leur permettre de faire vendre, *pendant la durée de la gestion*, les actions de garantie pour se faire attribuer le produit de la vente, car ce serait rendre illusoire le privilège de la société : la saisie pratiquée par un créancier personnel ne peut être suivie de mesures d'exécution et la vente ne peut avoir lieu qu'après que la gestion à la garantie de laquelle les titres sont affectés aura pris fin.

Quand l'indisponibilité des actions de garantie des administrateurs a cessé, il doit être remis aux anciens administrateurs des actions libres, en échange de celles qui étaient inaliénables et portaient la mention de cette inaliénabilité.

Il est de règle, AU POINT DE VUE FISCAL, que le DROIT DE TIMBRE PROPORTIONNEL n'est dû que pour les titres qui sont *négociables*, c'est-à-dire transmissibles par transfert, endossement ou tradition manuelle (WAHL. *Traité du régime fiscal des Sociétés et des valeurs mobilières*, tome II, n° 1604, page 28). Par

1. A défaut d'une disposition spéciale édictant l'insaisissabilité, on reste sous l'application de la règle de droit commun d'après laquelle il n'y a d'insaisissables que les choses déclarées telles par la loi.

application de ce principe, les actions déposées par les administrateurs dans la caisse sociale en garantie de leur gestion devraient échapper au timbre proportionnel, puisqu'elles ne peuvent être transmises ni par transfert, ni par endossement, ni par tradition. Mais, jusqu'à présent, la Régie en a décidé autrement, pour la raison que ces titres sont négociables en eux-mêmes, dans le sens de la loi du 5 juin 1850, et que leur inaliénabilité provient seulement de leur affectation et de la qualité du propriétaire (art. 26 de la loi du 24 juillet 1867). Sol. du 4 septembre 1895, *Sirey*, 1898. 2.151).

Au contraire, la Régie considère comme exemptes du droit les actions d'apport, tant qu'elles restent attachées à la souche en vertu du nouvel article 3 § 3 de la loi du 24 juillet 1867, qui les déclare non négociables pendant deux ans à dater de la constitution définitive de la société (Sol. du 10 avril 1906, *J. E.*, n° 27255 ; *R. P.*, n° 11414).

En ce qui concerne le DROIT DE TRANSMISSION, la cessibilité des titres étant une condition essentielle de son exigibilité (WAHL, *op. cit.*, tome I^{er}, n°s 1293, page 655, 1296, page 658 et 1408, page 715), ce droit est dû dès l'instant que les titres sont *cessibles*, non seulement dans les formes commerciales, *mais encore dans les formes civiles*. En conséquence, les actions déposées en garantie de la gestion d'un administrateur ou qui sont restées à la souche en vue de cette même

garantie, étant stipulées inaliénables, ne sont pas soumises à la taxe annuelle (1).

Au contraire, les actions d'apport qui doivent rester attachées à la souche et ne sont pas négociables pendant deux ans, sont cessibles dans les formes civiles et devraient, à ce titre, être soumises à la taxe. Pourtant, la Régie admet qu'elles échappent à la taxe annuelle, pendant le laps de temps qu'elles restent attachées à la souche, au même titre que les actions inaliénables déposées dans la caisse sociale pour la garantie de la gestion des administrateurs (voir Sol. susvisée du 4 septembre 1895 et la note de M. WAHL). Cette solution n'est pas conforme au principe.

Les assemblées générales ne peuvent être composées que d'actionnaires. Il faut ranger dans cette catégorie les propriétaires des actions représentant une fraction du capital social, et aussi les propriétaires des titres appelés actions de jouissance, délivrés en

1. On nous objectera peut-être que nous avons dit précédemment (voir page 98) que ces actions sont cessibles suivant les formes du droit civil. Nous avons expliqué quelle serait la portée *conditionnelle* d'une semblable cession

Nous pouvons ajouter ici qu'en tout cas, le fisc ne sera pas lésé, puisque, si un administrateur fait une cession civile de ses actions de garantie pendant la durée de sa gestion, ce sera par acte sous seings privés, dûment signifié, ou par acte authentique, devant l'un comme l'autre être enregistré au droit proportionnel.

échange et après le remboursement des actions de capital amorties (1).

Suivant le droit commun, tout actionnaire, ne possédât-il qu'une action, a le droit de faire partie de l'assemblée générale et doit y être convoqué. Mais, dans la pratique, les statuts n'accordent, pour ainsi dire, jamais à tous les actionnaires l'accès de l'assemblée : afin d'éviter des réunions tumultueuses dans lesquelles il serait impossible de discuter utilement, ils contiennent une clause de style ayant pour but de réserver ce droit aux actionnaires propriétaires d'un nombre déterminé de titres. Quelquefois aussi ils limitent le nombre des voix qui appartiendront aux plus forts actionnaires.

Depuis la loi du 1^{er} août 1893, il est permis aux petits actionnaires propriétaires d'un nombre de titres inférieur au minimum exigé « de se réunir pour former le nombre nécessaire et de se faire représenter par l'un d'eux ». L'actionnaire chargé de représenter un groupe d'actions doit *déposer* les titres au porteur dans le délai et suivant les formes impartis à ceux qui ont personnellement entrée à l'assemblée.

Les statuts, en effet, prescrivent ordinairement aux actionnaires de *déposer* leurs titres au porteur dans

1. Les propriétaires de parts de fondateur n'ont pas qualité pour assister aux assemblées générales, même en vertu d'une stipulation des statuts.

la caisse sociale ou dans celle d'autres établissements désignés par le Conseil d'Administration, un certain nombre de jours avant la date fixée pour la réunion. Il est remis en échange à chaque déposant une carte nominative et personnelle qui lui permet d'assister à l'assemblée. Dans le silence des statuts ou de l'avis de convocation, le dépôt des titres au porteur pourrait avoir lieu jusqu'au moment de l'ouverture de la séance. Mais, comme il serait impossible, du moins dans les sociétés importantes, de vérifier et de compter le jour même de l'assemblée et au moment de l'arrivée des actionnaires les titres de ceux qui ont le droit d'y assister, l'usage s'est établi d'exiger le dépôt préalable des actions au porteur quelques jours à l'avance (cinq jours le plus souvent). Il arrive parfois que les statuts prescrivent le dépôt des titres plus longtemps avant l'assemblée, vingt jours, par exemple. Le but de cette disposition spéciale est généralement d'écarter les actionnaires de passage, ceux qui n'achètent des titres qu'au moment où l'assemblée va se réunir, avec l'intention de s'en défaire aussitôt après.

Il a été jugé que la disposition des statuts qui prescrit le dépôt des titres dans un lieu déterminé n'est pas sanctionnée par une nullité.

Si donc l'usage de la société est d'accepter comme suffisante la remise au siège social de récépissés de dépôt d'actions émanant d'établissements ou de mai-

sons de banque accrédités à cet effet par le Conseil d'Administration, les titulaires de ces récépissés peuvent assister à l'assemblée et prendre part aux délibérations, sans que la validité de celles-ci en soit compromise.

En ce qui concerne les actionnaires qui ont habituellement leurs titres en dépôt dans les caisses de la société, ils sont convoqués par lettre individuelle et reçoivent en même temps leur carte d'admission, ainsi qu'un pouvoir sous seing privé (timbré à 0 fr. 60), pour le cas où, ne devant pas assister à la réunion, ils désireraient s'y faire représenter.

Lorsque des actions sont immatriculées sur un certificat de dépôt au nom d'une personne pour l'usufruit et au nom d'une autre pour la nue propriété, les intéressés n'ont pas le droit d'assister tous les deux à l'assemblée générale. Mais qui, dans le silence des statuts, doit être convoqué? (1) La question n'est pas tranchée. Nous estimons avec MM. LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, tome II, 2^e partie (n° 845) qu'à défaut de convention entre les parties, le droit de vote doit être réservé au nu propriétaire, à l'exclusion de l'usufruitier (2). D'autres

1. Il ne peut y avoir de difficulté pour les actions au porteur qui appartiendraient indivisément à plusieurs personnes : c'est celui qui en fait le dépôt qui reçoit la carte d'entrée.

2. Cette pratique, constamment suivie à la Compagnie du Canal de Suez, n'a soulevé de contestation qu'une seule fois.

sont d'avis qu'il est préférable de convoquer les deux intéressés, sauf à eux à s'entendre pour se faire représenter à l'assemblée par l'un d'eux ou par un mandataire commun. A défaut d'entente, ils devraient faire vider le conflit par l'autorité judiciaire, et, jusque-là, le droit de vote devrait être refusé à l'un et à l'autre.

L'actionnaire qui, ayant fait un emprunt, a déposé ses titres au porteur chez un créancier gagiste, conserve seul le droit d'assister à l'assemblée générale, parce que, malgré le nantissement, il reste propriétaire de ses actions. Le créancier gagiste est même tenu de les laisser déposer provisoirement, pour que cet actionnaire puisse prendre part aux délibérations.

De même, un actionnaire conserve le droit d'assister à l'assemblée générale, quoique ses actions aient été frappées de saisie-arrêt par un tiers.

Le cessionnaire d'actions déposées, transmises autrement que par un mode de négociation commerciale, peut-il assister à l'assemblée générale ? Il faut répondre par l'affirmative : ce serait peu logique, en effet, d'exclure de l'assemblée le véritable intéressé, pour y laisser entrer le cédant, qui est devenu indifférent aux affaires sociales depuis qu'il s'est défait de ses titres.

Celui qui a fait une opération de report étant, en droit et officiellement, propriétaire des actions au porteur qui ont fait l'objet du report, pendant l'in-

tervalle de deux liquidations successives, peut, en principe, comme tout porteur d'actions, assister et voter aux assemblées générales.

La société qui reçoit un dépôt de titres au porteur en vue d'une assemblée n'a pas à exiger du déposant la justification de la propriété de ses titres : c'est à celui qui conteste le droit de vote à prouver que ceux qui détiennent les actions n'en sont pas propriétaires.

Quand un actionnaire présent à l'assemblée a déposé des actions sans droit pour y prendre part, ce fait ne saurait entraîner la nullité des résolutions adoptées, si, en retranchant des titres déposés les actions indûment produites, l'assemblée pouvait encore valablement délibérer.

Le dépôt préalable des actions n'est qu'une formalité d'ordre intérieur, une mesure administrative destinée simplement à faciliter la préparation et l'organisation de l'assemblée prochaine. Il ne faudrait donc pas y attacher plus d'importance qu'elle n'en a réellement. La chose essentielle, c'est qu'on n'admette à l'assemblée que des actionnaires et des personnes possédant le nombre d'actions requis par les statuts ; seule la violation de cette prescription pourrait entraîner comme sanction la nullité de la réunion, et encore, sous la double condition qu'il y ait eu des manœuvres frauduleuses, et qu'il soit prouvé

que la majorité qui s'est prononcée en faveur des résolutions adoptées aurait pu être modifiée par l'absence des personnes non actionnaires ou admises à tort. En conséquence, la délibération ne serait viciée ni par le dépôt tardif des titres d'un actionnaire ou du pouvoir d'un mandataire (jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 13 novembre 1901), ni, à plus forte raison, par le défaut de présentation de la carte d'entrée.

AU POINT DE VUE FISCAL, le récépissé des actions déposées en vue des assemblées générales est passible du droit de timbre. On a objecté contre cette solution que ce récépissé est un document d'ordre intérieur, destiné à permettre à l'actionnaire d'assister à l'assemblée. Cela n'est pas exact : c'est la carte d'admission qui a cette destination. Le récépissé sert de titre pour le dépôt et il a pour objet de le constater, même si sa représentation suffit, d'après les statuts ou la pratique de certaines sociétés, pour qu'on soit admis à l'assemblée. Il ne peut pas davantage être considéré comme un titre de renouvellement, car il ne se confond pas avec les actions déposées, *qu'il ne remplace pas, même momentanément.*

Si le récépissé délivré est pur et simple, il doit être revêtu du timbre de quittance à 0 fr. 10 ; mais s'il porte *explicitement* que les titres seront *rendus* après l'assemblée ou même simplement qu'ils sont

déposés, il doit être revêtu du timbre de dimension. Cette décision est conforme au principe d'après lequel le timbre de dimension est dû si le récépissé est obligatoire, c'est-à-dire, s'il indique ou implique un engagement de restituer (voir *supra*, page 77).

A la vérité, ce récépissé contient toujours implicitement l'obligation de restituer, mais, du moment qu'il n'y est pas dit que les titres sont *déposés*, ce caractère ne résulte pas du reçu, qui doit être envisagé tel qu'il est.

La décharge d'actions qui, ayant été déposées dans une banque ou un établissement de crédit en vue d'une assemblée générale, sont restituées à leur propriétaire, est passible du timbre de quittance à 0 fr. 10.

CHAPITRE CINQUIÈME

Pratique des établissements débiteurs

Par crainte de nous être trop laissé influencer, dans la partie juridique de ce travail, par la conception que l'on a du dépôt au Contentieux des Titres de la Compagnie à laquelle nous avons l'honneur d'appartenir, nous avons tenu à savoir ce que pensent et comment procèdent les autres établissements.

Notre enquête n'a pas été limitée, ainsi que notre sujet nous y eût autorisé, aux seules Sociétés qui ne reçoivent en dépôt *que leurs propres titres* : nous l'avons étendue à trois grands établissements de crédit (la *Société générale*, le *Crédit lyonnais* et la *Société générale de crédit industriel et commercial*) qui acceptent de conserver *les titres de toute nature*, qu'ils soient français ou étrangers.

Un premier point se dégage nettement des visites que nous avons eu l'occasion de faire : c'est que toutes les Sociétés étrangères qui n'ont pas de titres nominatifs et ne reçoivent dans leurs caisses que les va-

leurs émises par elles (1) *considèrent le dépôt comme le succédané d'une conversion au nominatif et le retrait comme une véritable conversion au porteur*. Ces Sociétés-là exigent donc qu'on leur produise, lors du retrait, les justifications que nous avons indiquées (2), et notamment, quand il s'agit de titres déposés au nom d'un mineur, l'autorisation du conseil de famille *dans tous les cas*, et l'homologation du Tribunal au-dessus d'une somme de 1.500 francs.

Nous avons été heureux de constater la même unanimité dans les Etablissements de crédit pour reconnaître que *le dépôt des titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur crée une situation très spéciale, et que, pratiquement, sinon juridiquement, les récépissés remis au déposant sont de vrais titres nominatifs* (sauf en ce qui concerne la différence de taux du coupon). Tout le monde est d'accord à cet égard, même ceux — dont nous parlerons plus loin — qui ne partagent pas notre manière de voir sur la question du retrait des titres au porteur, lorsque ceux-ci sont déposés dans un établissement autre que la société débitrice, et qui estiment que cette opération constitue, en général, un acte de simple administration.

Quelle n'a pas été notre surprise (et aussi notre

1. Voir en note p. 84 et 89 l'énumération de celles auxquelles nous pensons ici.

2. Voir la troisième Section de notre chapitre I.

satisfaction) d'avoir à apprendre au Chef du Contentieux d'une Société de crédit qui fait présenter chaque jour de nombreuses demandes de retrait ou de transfert aux guichets de la Compagnie du Canal de Suez, que cette Compagnie n'a pas de titres nominatifs et délivre seulement des certificats nominatifs de dépôt !

Les agents de change chargés d'effectuer les emplois ou remplois de fonds dotaux sont aussi d'avis que le dépôt des titres au porteur *non susceptibles d'être convertis au nominatif* répond mieux à l'esprit et aux prescriptions du contrat de mariage, s'il est fait dans les caisses de l'établissement émetteur, que s'il est fait dans celles de tout autre établissement. C'est pour cette raison qu'ils insistent parfois vivement auprès de la société débitrice pour lui faire accepter un dépôt de ce genre, quand elle l'a refusé après un premier examen parce qu'elle ne figure pas dans le contrat parmi les Compagnies qui ont qualité pour recevoir ce dépôt.

Mais il y a par contre, dans les Établissements de crédit quelques divergences d'opinions relativement aux justifications à demander lors du retrait des titres au porteur déposés *dans leurs caisses*. C'est surtout quand il s'agit des incapables auxquels s'applique la loi du 27 février 1880 ou celle du 6 avril 1910 que ces différences de vues se font sentir : d'une part, en

effet, il n'y a pas de doute ni de discussion possibles en matière de dotalité ou de séparation de biens (1), le contrat de mariage étant la loi des parties et traçant d'une manière absolue la ligne de conduite que devront suivre les tiers dépositaires ou détenteurs de titres appartenant à la future épouse ; et, d'autre part, il est assez rare que les Sociétés de crédit acceptent de garder des valeurs frappées de substitution ou d'inaliénabilité, leur Contentieux ayant pour principe de refuser tout dépôt jugé susceptible d'exposer la Société à des risques exceptionnels.

Au *Crédit Lyonnais*, on admet qu'en théorie un retrait de titres au porteur est un acte d'administration, mais on estime qu'il est impossible, *pratiquement*, de conserver cette manière de voir quand le titulaire du récépissé de dépôt n'est pas majeur et maître de ses droits. Du moment, nous a-t-on dit en substance, que l'établissement consent à mentionner une incapacité dans l'immatricule d'un récépissé, il

1. Les Établissements de crédit ouvrent un compte aux femmes mariées sous le régime dotal ou sous le régime de la séparation de biens (le Contentieux est préalablement consulté à cet égard ; il examine le contrat de mariage, l'analyse en détail et prend note des conditions dans lesquelles le retrait pourra être effectué ; les récépissés délivrés sont d'une couleur spéciale et le droit de garde est majoré), *mais ils n'en ouvrent pas aux femmes mariées sous le régime de la communauté*. Dans ce dernier cas, c'est le mari qui dépose les titres en son nom et qui les retire seul : la femme n'intervient à aucun moment dans l'opération.

s'engage par convention à ne se dessaisir des titres que sur la production des pièces justificatives qui ont pour but de sauvegarder la fortune des incapables, et il ne pourrait les laisser retirer dans d'autres conditions sans s'exposer à tomber sous le coup de l'article 1382 du Code civil. Par suite, les titres déposés au nom des mineurs ne sont retirés des caisses du *Crédit Lyonnais* qu'après l'accomplissement des formalités imposées sur la loi du 27 février 1880 ou par celle du 6 avril 1910 (1).

A la *Société Générale* et au *Crédit Industriel et Commercial*, au contraire, on laisse retirer les titres par le tuteur *seul* : ces Établissements considèrent que le retrait est un acte d'administration qui rentre dans ses attributions normales, et ils affirment que leur responsabilité ne serait pas engagée, si un tuteur parvenait ainsi à aliéner frauduleusement des valeurs pupillaires (2).

1. Il n'est pas étonnant qu'il en soit ainsi : le *Crédit Lyonnais* a beaucoup contribué à développer le système du dépôt avec mention de l'incapacité sur le récépissé, afin de faciliter par ce moyen le placement et le classement des valeurs étrangères, et surtout afin de les faire admettre dans les contrats de mariage de femmes dotales parmi les valeurs susceptibles d'être acquises en remploi.

2. En fait, ces Sociétés n'ont pas encore été recherchées ni inquiétées de ce chef. Néanmoins, nous nous refusons, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, à accepter leur manière de voir. Que les titres au porteur appartenant à un mineur soient déposés dans les caisses de l'établissement débiteur ou dans celles de toute autre société, ce dé-

Mais, nous le répétons, ils reconnaissent que leur situation n'est pas du tout la même que celle des sociétés débitrices qui reçoivent seulement leurs propres titres dans leurs caisses : pour ces dernières, le dépôt est principalement une sorte de conversion au nominatif ; pour les autres, c'est plutôt un louage de services (Cf. *supra*, page 43).

Les Établissements de crédit ouvrent, en effet, un compte au déposant, en même temps qu'ils prennent ses titres en garde ; ils créditent d'office ce compte du montant des intérêts et dividendes échus (1) et du montant du remboursement des valeurs amorties ; ils se chargent de la vérification des listes de tirages et assument les risques de cette vérification pendant la durée du dépôt. Tout cela constitue un véritable

pôt ne peut être effectué, *en droit*, qu'en vertu d'une décision du conseil de famille, et il n'appartient pas au tuteur de l'effectuer de sa propre initiative. Par conséquent, même si l'on se place au point de vue de ces Sociétés et si l'on ne voit dans le retrait qu'un acte d'administration, on *doit* admettre que cet acte, plus grave en soi que le dépôt, ne peut pas non plus être accompli sans le concours du conseil de famille.

1. Les récépissés délivrés aux déposants sont timbrés à 0 fr. 60 et ne comportent pas de cases pour le service des intérêts. Au contraire, les certificats de dépôt que remettent à leurs actionnaires ou obligataires les Établissements émetteurs sont, en général, munis de cases réservées à cet effet. Nous avons remarqué, au cours de notre enquête, qu'on attachait une grande importance à ce fait, qui nous a été donné constamment comme un argument à faire valoir, en plus des autres, en faveur du *caractère nominatif* de ces certificats.

service de banque, *rémunéré*, qui conduira vraisemblablement *le client* à faire encaisser ou escompter ultérieurement ses effets par la société, à faire exécuter par elle ses ordres de bourse, à lui confier son portefeuille et à s'en remettre à elle pour la gestion de son patrimoine.

CONCLUSION

Au cours de cette étude de pratique financière, nous nous sommes efforcé de donner des conseils de prudence aux Sociétés qui reçoivent leurs propres titres en dépôt.

Il faut être mêlé journallement aux opérations de retrait et de transfert pour savoir combien leur situation est parfois difficile, en l'absence d'un texte de loi approprié à la convention de nature toute particulière qu'est le dépôt de titres au porteur, non susceptibles d'être convertis au nominatif, dans les caisses de l'établissement émetteur.

Si, au moins, une jurisprudence bien établie suppléait sur ce point au silence du législateur, le mal serait atténué ; mais les décisions sont rares sur la matière du dépôt des titres au porteur en général, et il n'en existe aucune, à notre connaissance, relative aux justifications à demander pour le *retrait des titres non susceptibles d'être convertis au nominatif*, qui ont été déposés précisément pour remédier à cette impossibilité.

Les établissements dépositaires sont-ils alors fon-

dés ou non à exiger, au moment du retrait, les pièces que nous avons indiquées, et ont-ils le droit de ne pas se dessaisir des titres, si on refuse de leur produire ces pièces, sous prétexte que le certificat nominatif qu'ils ont délivré n'est qu'un récépissé de dépôt et que le retrait des titres constitue un simple acte d'administration ?

La question ne sera tranchée que le jour où on la portera devant les tribunaux ; et elle en vaudrait la peine. Malheureusement, il est à craindre que ce ne soit pas avant longtemps : dans les conflits de ce genre, en effet, il y a toujours une des deux parties qui cède. En général, c'est le déposant ou son représentant, parce qu'il redoute les frais d'une instance et a peur d'assigner une Compagnie puissante, qui n'aura pas manqué de consulter les juristes composant son conseil judiciaire, qui sera défendue par un avocat en renom et n'hésitera pas à épuiser tous les degrés de juridiction. Quelquefois, pourtant, c'est la Société elle-même, soit parce qu'elle estime ne rien risquer, en l'espèce, si elle passe outre exceptionnellement, soit parce qu'elle préfère éviter un procès.

La justice aurait plutôt l'occasion de se prononcer dans le cas où des titres au porteur appartenant à un mineur ou frappés de substitution auraient été aliénés sans emploi par le tuteur ou le grevé, à la suite d'un retrait que l'établissement dépositaire aurait laissé opérer à la légère. Mais les mêmes raisons que pré-

cédemment, l'ancienneté du retrait incriminé, le peu d'importance des sommes dilapidées ou une transaction intervenue empêcheront encore la question d'être jugée au fond.

Dans ces conditions, tant qu'elles ne seront pas nettement fixées par le législateur ou par la jurisprudence sur la conduite qu'elles ont à tenir lors du retrait des titres au porteur déposés dans leurs caisses au nom d'incapables, les sociétés débitrices ne sauraient, à notre avis, s'entourer de trop de garanties, ni prendre trop de précautions.

Cette manière de voir est d'autant plus justifiée que les tribunaux sont actuellement enclins à étendre de plus en plus la responsabilité des Compagnies, à ne plus s'en tenir au texte de la loi *et à juger d'après son esprit*.

Nous en trouvons la preuve dans deux arrêts récents, relatifs l'un et l'autre à la loi du 15 juin 1872, modifiée par celle du 8 février 1902.

Le premier est l'arrêt de la Cour de Paris du 10 janvier 1912, que nous avons analysé dans notre troisième chapitre (voir *supra*, pages 92 à 94) ; en raison de son importance, M. WAHL l'a longuement annoté dans le *Sirey* du mois de janvier 1914, II, pages 17 à 19. La Cour de Paris n'hésite pas à étendre *aux titres nominatifs* la loi du 8 février 1902, qui concerne pourtant exclusivement les titres au porteur, sous prétexte que « les motifs de décider sont exac-

tement les mêmes, puisqu'il s'agit de titres négociables » ; par une assimilation très ingénieuse, il faut bien le reconnaître, mais trop hardie, elle leur applique les dispositions du nouvel article 48 sur les pouvoirs du juge des référés, pour la raison qu'on ne voit pas pourquoi ce juge aurait en matière de titres nominatifs moins de pouvoirs qu'en matière de titres au porteur pour restituer dans ses droits le véritable propriétaire. Ainsi que le fait remarquer M. WAHL, « si la Cour de Paris avait envisagé combien la loi du 8 février 1902 déroge au droit commun, elle n'aurait pas admis aussi facilement la compétence du juge des référés en matière de titres nominatifs. Il ne suffit pas, pour justifier cette extension, d'ajouter à la rubrique de la loi de 1902 et de la dénommer « Loi sur les effets publics et les titres au porteur ». Cela est vraiment inadmissible ».

Le second arrêt est un arrêt de la Cour de cassation (Ch. civ.) du 26 février 1913 (*Dalloz*, 1913. 1. 489 et la note, *Sirey*, 1913. 1. 201 et la note). Ici, la Cour suprême étend l'article 10 de la loi du 15 juin 1872, *qui ne vise que l'établissement débiteur*, à tous les intermédiaires qui ont réellement connaissance d'une opposition, parce que c'est conforme au but que la loi a voulu atteindre et que, si l'interdiction de négocier le titre frappé d'opposition n'était pas accompagnée du droit et de l'obligation, pour l'agent de change et pour toutes les personnes entre les mains desquelles peut

passer ce titre, de le retenir par devers eux, elle constituerait une protection absolument insuffisante pour le propriétaire dépossédé et serait même, en définitive, plus préjudiciable que favorable à ses intérêts (1).

Etant donnée cette tendance de la jurisprudence à rechercher l'esprit de la loi et à refaire celle-ci dans les cas qu'elle n'a pas prévus, les Sociétés ne sauraient prendre trop de précautions pour mettre leur responsabilité à couvert, dussent leurs exigences être parfois qualifiées d'abusives et taxées d'exagération.

Ainsi, nous n'ignorons pas que, parmi les justifications que nous avons conseillé de demander, celles qui peuvent le plus prêter à la contestation sont l'autorisation par le conseil de famille du retrait des titres déposés au nom d'un mineur conformément au paragraphe 4 de l'article 5 de la loi du 27 février 1880, et surtout l'homologation du Tribunal, quand leur valeur dépasse 1.500 francs. Sans doute, la loi de 1880 ne parle pas de cette homologation ; elle ne dit même pas explicitement que le tuteur devra se faire autoriser par le conseil de famille à retirer les titres. Mais il n'y a peut-être pas de cas où l'intention du législateur se dégage mieux et plus clairement du texte, et il est bien probable que la jurisprudence n'hésiterait pas à condamner, *selon l'esprit*

1. Cet arrêt a été critiqué par M. Wagner dans la *Revue de Législation Professionnelle*, 1913, p. 90 et 105.

de la loi, l'établissement qui aurait permis à un tuteur de dilapider les fonds de son pupille, en lui laissant retirer *seul* des titres au porteur, non susceptibles d'être convertis au nominatif, qui auraient été déposés dans ses caisses au nom d'un mineur.

Nous émettons le vœu, en terminant, que le dépôt des titres au porteur en général, et particulièrement la convention *sui generis* qu'est le dépôt des titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur soient bientôt l'objet des préoccupations du législateur : le droit français n'a pas seulement besoin d'être rajeuni sur ce point, il doit être spécialement complété.

En général, les nécessités de la pratique commerciale ou financière font admettre dans les affaires certains usages qui précèdent la réglementation légale et auxquels le législateur donne ensuite la consécration officielle. Souhaitons dans l'intérêt des incapables, si notre désir se réalise un jour, que la nouvelle loi sanctionne la manière de procéder des établissements qui pensent comme nous et agissent conformément aux idées que nous avons défendues.

En attendant, il appartient à la jurisprudence de faire œuvre prétorienne et de suppléer à l'insuffisance du droit civil. Ses tendances réformatrices donnent lieu d'espérer qu'elle ne manquera pas de le faire, à l'occasion. Ce ne serait, d'ailleurs, pas la première fois qu'elle agirait ainsi pour répondre aux besoins de

l'heure présente. Elle a déjà élargi et assoupli la théorie de la stipulation pour autrui, qui sommeillait depuis bien longtemps, pour en faire un instrument juridique de premier ordre qui a servi à faire fonctionner des institutions ou à réaliser des opérations qui auraient été impossibles ou, tout au moins, plus difficiles avec les autres principes du droit : nous voulons parler des assurances sur la vie, des assurances contre les accidents et des fondations. Elle est en train d'étendre le domaine d'application de la loi du 15 juin 1872, sous l'impulsion continue des nécessités pratiques. Elle aura à mettre l'ancien contrat de dépôt, qui ne répond plus aux habitudes ni à l'esprit modernes, en harmonie avec les transformations que lui a fait subir l'immense développement de la fortune mobilière.

Vu : le Président de la thèse,

A. WAHL

Vu le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- BADON-PASCAL. — Les titres au porteur.
— Traité des obligations de chemins de fer.
- BAILLIOT. — Guide pratique des opérations de transferts.
- BAUDRY-LAGANTINERIE et WAHL. — De la société, du prêt, du dépôt.
- BENEZECH. — Guide pratique en cas de perte ou de vol de titres au porteur.
- BERTHÉLEMY. — De l'aliénation des meubles par les administrateurs légaux de la fortune d'autrui. *Thèse, Paris, 1882.*
- BEZARD-FAGAS. — Traité théorique et pratique du contentieux des transferts.
— Le contentieux des oppositions sur titres.
- BUCHÈRE. — Commentaire de la loi du 27 février 1880. *Journal des valeurs mobilières, 1882.*
- DEFRENOIS. — Commentaire pratique de la loi du 27 février 1880.
- DELOISON. — Traité des valeurs mobilières françaises et étrangères.
- DUVERT. — Traité du Contentieux des transferts.
— Conversions, transferts et mutations de valeurs mobilières.
- DE FOLLEVILLE. — Traité de la possession des meubles et des titres au porteur.
- HOUPIN. — Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales.
- JULLIOT. — Des transferts et conversions de titres nominatifs.

- LACOUR. — Note sous Grenoble, 1^{er} juillet 1908, *Dalloz*, 1909.2.241.
- Note sous Cassation (Ch. civ.), 26 février 1913, *Dalloz*, 1913.1.489.
- LECOUTURIER. — Manuel pratique des assemblées ordinaires et extraordinaires.
- LEVY-ULLMANN. — Annales de Droit commercial, 1897.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, tome II, 2^e partie.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, tome II.
- ROBERT. — De l'emploi et du remploi sous le régime dotal.
- SOUCAILLE. — De la responsabilité des tiers en matière d'emploi et de remploi sous le régime dotal. *Thèse*, Paris, 1896.
- VAVASSEUR. — Sociétés, syndicats, associations, tome II.
- WAGNER. — Note sur l'arrêt de la Cour de Grenoble du 1^{er} juillet 1908, *La Loi* du 12 février 1909.
- De la responsabilité des sociétés en matière de transfert d'actions et obligations nominatives, *Journal des Sociétés*, 1910, p. 497 et s.
- Critique de l'arrêt de la Cour de cassation (Ch. civ.) du 26 février 1913, *Revue de législation professionnelle*, 1913, p. 90 et s. et 105 et s.
- WAHL. — Note sous Grenoble, 1^{er} juillet 1908, *Sirey*, 1910.2.97-99.
- Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers, 1891.
- Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières.
- Note sous Paris, 10 janvier 1912, *Sirey*, 1914.2.17-19.
- Note sous Sol. Régie du 4 septembre 1895, *Sirey*, 1898.2.151.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	7 à 9

CHAPITRE PREMIER. — Etude juridique de la question.

Section I. — Les titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur ne changent pas de nature.

- 1) Le dépôt de titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur ressemble à une conversion du porteur au nominatif. 12 et 13
- 2) Malgré cette analogie, il faut décider que les titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur ne changent pas de nature et restent essentiellement des titres au porteur.

Arguments de textes	14 à 18
Arguments de doctrine.	19 à 22
Arguments de jurisprudence	22 à 27
- 3) Quelques conséquences pratiques à tirer de ce principe 27 à 31

Section II. — Du caractère des titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur.

- 1) La plupart des auteurs enseignent que le dépôt de titres au porteur est soumis en tous points aux règles du Code civil (art. 1915 à

- 1963), et notamment que le retrait de ces titres constitue un simple acte d'administration 32 à 35
- 2) Nous sommes d'avis qu'il y a certaines circonstances où, le dépôt ayant le *caractère* d'une conversion du porteur au nominatif, le retrait doit être assimilé par l'établissement débiteur à une conversion du nominatif au porteur 35 à 40
- 3) Objections qu'on peut faire à cette théorie et réponse à ces objections 40 à 46
- 4) Il faut reconnaître qu'un dépôt de titres au porteur n'est pas la même chose qu'un dépôt de meubles corporels et constitue une convention spéciale qui est restée en dehors des prévisions du législateur de 1804.
- L'Administration de l'Enregistrement a parfaitement senti qu'il s'agit d'une sorte de conversion au nominatif, quand le dépôt est effectué dans les caisses de l'établissement émetteur 46 et 47

Section III. — Conséquences quant au retrait des titres.

- 1) Tout retrait de titres au porteur déposés, si on l'analyse bien en soi et dans ses effets, constitue *en théorie* plus qu'un acte de pure administration. Mais, *en pratique*, cette nuance ne peut pas se faire sentir, lorsque le retrait est opéré par une personne majeure et maîtresse de ses droits 48 à 50
- 2) Quand les titres au porteur ont été déposés au nom d'un incapable ou d'une personne morale, il y a toujours lieu, à moins d'une disposition légale ou d'une convention con-

- traire, d'appliquer pour le retrait les règles
de la conversion au porteur. 50
- 3) Etude des incapacités pour lesquelles les justifications à demander lors du retrait sont déterminées par un texte de loi ou par la convention des parties.
- A) Mineurs et interdits ; aliénés non interdits ; mineurs émancipés au cours de la tutelle : loi du 27 février 1880, spécialement l'article 5 § 4 51 à 62
- B) Femmes mariées sous le régime dotal ou sous le régime de la communauté avec clause de dotalisation partielle, dont le contrat prévoit les formalités à remplir lors du retrait des titres au porteur déposés 62 à 64
- 4) Etude des incapacités pour lesquelles, en l'absence d'un texte spécial, légal ou contractuel, relatif aux justifications à exiger lors du retrait des titres au porteur déposés, il y a lieu de considérer cette opération comme une véritable conversion au porteur.
- A) Femmes mariées dont le contrat est muet au sujet du retrait 65 à 70
- B) Autres incapables 70 à 72

Section IV. — Dans quelle mesure les règles du dépôt ordinaire restent applicables.

Exception faite pour le retrait, les autres règles du Code civil relatives au dépôt de meubles corporels restent applicables au dépôt de titres au porteur effectué dans les caisses de l'établissement émetteur. 73 à 76

CHAPITRE II. — **Etude fiscale de la question . . .**

- 1) Les certificats nominatifs délivrés en échange des titres au porteur déposés dans les caisses des établissements émetteurs devraient être assujettis au timbre de dimension, et les titres eux-mêmes devraient rester soumis à la taxe annuelle de circulation. . . 77
- 2) Mais l'Administration de l'Enregistrement, assimilant ce dépôt à une véritable conversion au nominatif, exempte les récépissés du timbre de dimension et décide que les titres ne doivent supporter pendant toute la durée du dépôt que le droit accidentel de 0 fr. 75 pour 100 francs à chaque transfert, et que leur retrait contre remise du certificat de dépôt constitue une reconversion passible du droit de transmission de 0 fr. 75 $\%$. 78 et 79
- 3) Critique *théorique* de cette manière de voir. 79 à 81
- 4) *Pratiquement*, la Régie a raison. . . . 82
- 5) En fait, sa décision n'a ni l'intérêt ni la portée que l'on pourrait supposer . . . 83 et 84

CHAPITRE III. — **De la perte, du vol ou de la destruction des titres au porteur déposés et du certificat nominatif de dépôt . .**

- 1^o Quand *les titres au porteur* déposés dans les caisses de la Société qui les a émis sont volés, perdus ou détruits, le déposant subit un préjudice et a le droit de les revendiquer entre les mains des tiers détenteurs . . . 86
- 2) Il doit, à cet effet, accomplir au plus vite les formalités prescrites par la loi du 15 juin 1872, modifiée par celle du 8 février 1902. 87 et 88
- 3) Le dépositaire a aussi le droit de mettre opposition 88 et 89

- 4) De la perte, du vol ou de la destruction du *certificat nominatif de dépôt*. Ce qu'il y a lieu de faire pour obtenir un nouveau certificat. Précautions que doit prendre la société débitrice 89 à 95

CHAPITRE IV.

I. — **Du dépôt dans les caisses de l'établissement émetteur des actions statutaires des administrateurs en garantie de leur gestion.**

- 1) Considérations générales 96 à 99
2) Point de vue fiscal. 99 à 101

II. — **Du dépôt dans les caisses de l'établissement émetteur des actions statutaires des actionnaires en vue de l'assistance aux assemblées générales.**

- 1) Considérations générales 101 à 107
2) Point de vue fiscal 107 et 108

CHAPITRE V. — **Pratique des établissements débiteurs.**

- 1) Toutes les sociétés étrangères qui n'ont pas de titres nominatifs considèrent le dépôt de leurs propres titres dans leurs caisses comme le succédané d'une conversion au nominatif, et le retrait de ces titres comme une véritable conversion au porteur. . . 109 et 110
2) Les établissements de crédit reconnaissent que le dépôt de titres au porteur effectué dans les caisses de l'établissement émetteur crée une situation très spéciale, et que, *pratiquement*, les récépissés délivrés par ce dernier sont de vrais titres nominatifs. 110 et 111
3) Comment les établissements de crédit apprè-

cient le dépôt de titres au porteur effectué dans leurs caisses.

Divergences d'opinions : manière de voir et de procéder du *Crédit Lyonnais* ; manière de voir et de procéder de la *Société générale* et de la *Société de crédit industriel et commercial*. 111 à 113

4) Au fond, les établissements de crédit font de la banque, et le dépôt des titres dans leurs caisses constitue un louage de services. 114 et 115

CONCLUSION 116 à 122

BIBLIOGRAPHIE 123 et 124

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN
